

Rapport Annuel

AU MINISTRE DES
RESSOURCES ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Pour l'année 1950



SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

*

D. B. MANSUR, C.B.E.
président

P. S. SECORD, O.B.E.,
vice-président

W. C. CLARK, C.M.G., Ottawa,
membre du comité de direction

NOEL D. LAMBERT, C.B.E., Vancouver

W. A. MACKINTOSH, C.M.G., Kingston,
membre du comité de direction

Madame MONICA McQUEEN, Winnipeg

J. J. PERRAULT, Montréal

GEORGE A. SMITH, M.B.E., M.M., Halifax

G. F. TOWERS, C.M.G., Ottawa

MAJOR-GÉNÉRAL HUGH A. YOUNG, C.B., C.B.E., D.S.O.,
Ottawa

le 24 février 1951

Honorable Robert H. Winters,
Ministre des Ressources et du
Développement économique,
Ottawa, Ontario.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Conseil d'administration de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement et conformément aux dispositions de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement et de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, je vous sou mets un rapport sur l'administration et l'activité de la Société, au cours de l'année civile 1950. Conformément aux règlements de la Société, je vous sou mets également les comptes pour l'année 1950, lesquels comptes ont été signés par le président et le comptable en chef, et certifiés par les vérificateurs comptables de la Société.

On estime maintenant que le volume de la construction de maisons en 1950 fut à peu près le même qu'en 1949. Les logements commencés, y compris les transformations, se chiffrèrent par environ 95,000 en 1950, et environ 92,000 habitations furent parachevées. Le report d'habitations inachevées au terme de l'année, au chiffre de 61,000, continua d'être très élevé. Les données dans le présent rapport diffèrent de celles du rapport de 1949, parce que les nouveaux chiffres comprennent les logements à Terre-Neuve.

Au cours de 1949, et durant les premiers mois de 1950, il était douteux que la demande effective de nouveaux logements servirait à maintenir le volume courant du nombre de nouveaux logements commencés. Même avant juin 1950, la demande s'accélérait. Les changements dans les conditions internationales et domestiques au cours de la deuxième moitié de 1950, enlevèrent toute possibilité d'une demande effective insuffisante. L'expérience des six derniers mois révèle que la demande effective pour de nouveaux logements, tant pour les propriétaires que pour les locataires, n'a jamais été plus forte. Au cours des récentes années, plusieurs futurs propriétaires ne désiraient pas acheter parce que les prix de vente courants semblaient élevés, comparativement aux prix des années passées. Les acheteurs acceptent plus facilement le prix de vente courant des maisons parce que l'opinion générale semble portée à croire que le prix des maisons sera plus élevé à l'avenir.

Vers la fin de l'année, l'on constatait une certaine rareté dans les approvisionnements. Au cours du premier trimestre de 1950, le nombre d'habitations commencées fut 6 pour-cent plus élevé qu'en 1949. Au cours du

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

deuxième et du troisième trimestre, l'augmentation se chiffrait par 3 pour-cent. Au cours du dernier trimestre toutefois, il y eut une baisse de 7 pour-cent. Il se peut que nous entamions 1951 avec une tendance à la baisse dans le nombre de maisons construites, particulièrement à cause des matériaux en rareté plutôt que d'une demande moins forte.

La distribution régionale des logements parachevés indique que les grands centres urbains et les villes industrielles continuèrent leur expansion logementaire à un rythme élevé, alors que dans les centres moindres et les régions rurales, il y eut une baisse dans le nombre de maisons construites. En rapport à la population, le nombre de maisons parachevées dans la Colombie-Britannique et les Prairies fut moins élevé qu'en 1949, et plus élevé dans les Maritimes et Québec. Les chiffres comparables indiquant le nombre de logements parachevés relativement à la population, d'après la population estimative de 1949, sont les suivants:

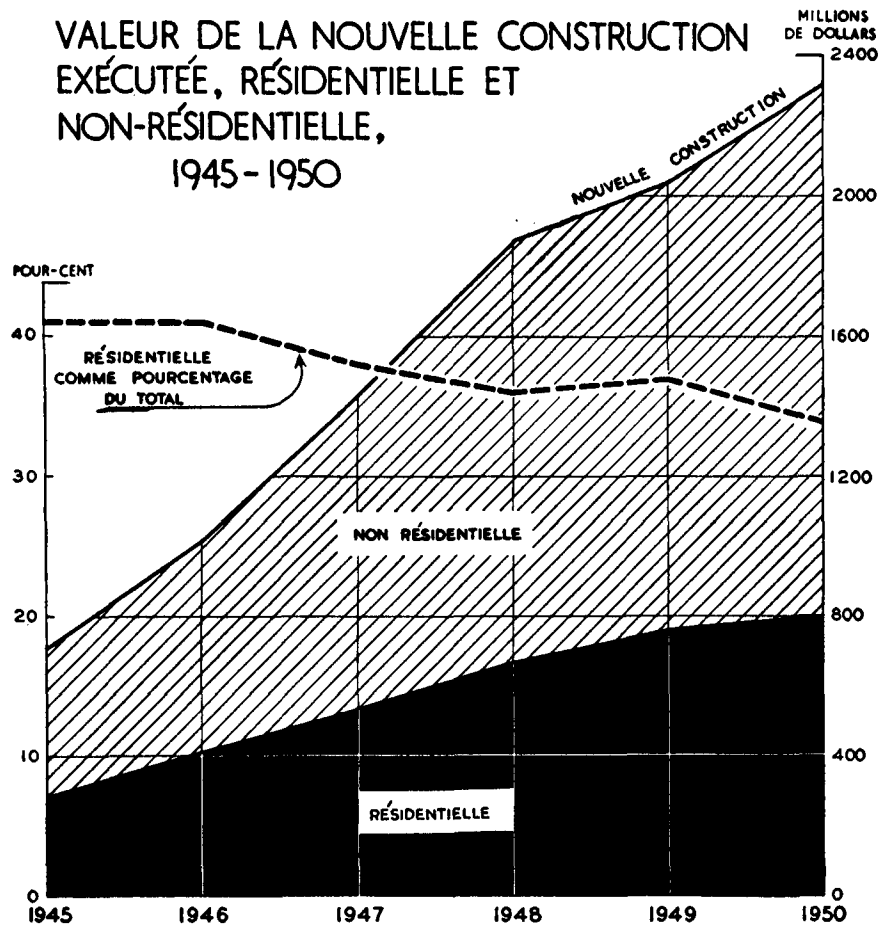
Logements parachevés par 1,000 âmes

RÉGION	TOUS LES DISTRICTS		CENTRES DE 5,000 ÂMES ET PLUS	
	1950	1949	1950	1949
Colombie-Britannique....	8.0	9.6	9.7	11.3
Prairies.....	5.8	7.3	11.0	12.1
Ontario.....	7.4	7.3	9.2	8.4
Québec.....	7.3	6.2	9.9	8.8
Maritimes.....	4.5	4.0	5.8	5.9
Canada.....	<u>6.8</u>	<u>6.8</u>	<u>9.5</u>	<u>9.1</u>

Au cours de la première moitié de l'année, les matériaux de construction de tous genres étaient en bon approvisionnement. L'on estime pour l'année en général, que le volume des matériaux de construction de tous genres, fut environ 8 pour-cent plus élevé qu'en 1949. Cependant, au cours du quatrième trimestre, la rareté des matériaux devint apparente, tout particulièrement pour ce qui est des produits de l'acier. L'on acheta par anticipation et les constructeurs ont exprimé une certaine appréhension au sujet de la disponibilité des matériaux pour la construction résidentielle en 1951. L'on croit que la baisse dans le nombre d'unités commencées au cours du quatrième trimestre de 1950 comparativement à la même période de 1949, peut être attribuée en partie au fait que les propriétaires et les constructeurs sentaient qu'ils éprouvaient certaines difficultés à obtenir des matériaux ou encore qu'ils avaient des doutes qu'ils pourraient en obtenir. Les constructeurs expriment des opinions très différentes au sujet des logements projetés pour 1951. Certains constructeurs croient qu'ils éprouveront

maintes difficultés à parachever leur report de construction inachevée. D'autres constructeurs, tout particulièrement dans les régions où les matériaux de construction sont encore faciles à obtenir, projettent un nombre aussi élevé de nouvelles constructions résidentielles, et dans certains cas, même plus élevé qu'en 1950. Pour le moment, les constructeurs ne sont pas unanimes dans leur activité projetée pour 1951.

Le volume des travaux de construction résidentielle exécutés, y compris les améliorations et les changements majeurs, varia très peu de 1949 à 1950. Mais une hausse dans le coût de la construction résidentielle, contribua à une hausse dans la valeur des travaux de construction résidentielle exécutés, au chiffre approximatif de \$813 millions en 1950, comparative-



- GRAPHIQUE 1 -

ment à \$767 millions en 1949. Pour la première fois depuis la guerre, le volume de la construction de maison n'a pas augmenté remarquablement. L'on croit que certains matériaux en rareté, vers la fin de l'année, ainsi que les difficultés toujours grandissantes à trouver des terrains munis de services, ont amené ce changement plutôt qu'une baisse dans la demande effective. Bien que la valeur de la construction résidentielle augmentât de 6 pour-cent seulement, la construction de toutes autres espèces augmenta de 15 pour-cent. Tel qu'il est indiqué au graphique 1, la construction de maison en 1950, proportionnellement à toutes nouvelles constructions, diminua de 37 pour-cent en 1949 à 34 pour-cent en 1950.

La construction résidentielle est cette partie de l'industrie de la construction qui est la plus affectée par la carence des matériaux de construction durant les périodes de rareté. Il est probable que l'augmentation des autres genres de construction en 1950 fut en elle-même un facteur qui contribua à la baisse relative dans la construction résidentielle. Cette tendance se maintiendra probablement au cours d'une période où la demande de matériaux et de main-d'oeuvre de construction dépasse l'offre disponible. Les perspectives immédiates n'encouragent nullement à penser que la construction résidentielle prendra une plus forte proportion de la construction de tous genres en 1951.

Au cours de 1950, le nombre de familles au Canada augmenta d'environ 72,000. Il y a ici une baisse de quelque 7,000 sur le chiffre de 1949, et cette réduction découle principalement d'une moins forte immigration. Le taux de nuptialité resta à peu près au niveau de 1949, soit 123,000; il en est de même de la dissolution de la famille, au chiffre d'environ 52,000. Il y eut une hausse d'environ 15,000 en 1950 dans le nombre d'occupants célibataires de logements au Canada. Ceci amène l'augmentation totale nette des ménages familiaux et célibataires à 87,000 au cours de l'année. L'on estime qu'en 1950, 92,000 nouvelles habitations furent parachevées. Le nombre d'habitations détruites, démolies et abandonnées au cours de l'année, s'élève à environ 9,000. L'augmentation nette résultante dans l'approvisionnement de logements se chiffre par 83,000, comparativement à une augmentation de 87,000 dans les ménages familiaux et célibataires.

Cette différence de 4,000 porte l'excédent dans le nombre de familles et de célibataires-occupants au-dessus du nombre d'habitations disponibles, à environ 424,000, soit une augmentation de 1 pour-cent sur 1949. Cet excédent ne constitue pas une norme servant à déterminer le besoin de nouvelles maisons, parce que toutes les familles ou groupes occupant un logement ne requièrent pas un logement séparé. Les logements partagés volontairement pour des raisons sociales ou économiques, ont été et continueront d'être un facteur important dans l'occupation des logements. D'un autre côté, une variation de l'excédent des familles et des autres groupes occu-

pants sur le nombre d'habitations disponibles est une indication des changements dans la position générale du logement.

La participation directe du gouvernement fédéral au programme de logement de 1950, comportant 3,841 logements à loyer pour les ex-militaires et 3,207 logements pour les membres mariés des trois services des forces armées, représentait 8 pour-cent de tous les logements parachevés, comparativement à 10 pour-cent en 1949. Environ 30 pour-cent des logements parachevés furent financés pour les propriétaires particuliers en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, comparativement à 24 pour-cent en 1949. Les habitations parachevées avec l'aide publique représentaient environ 38 pour-cent de tous les logements parachevés en 1950, comparativement à 35 pour-cent en 1949.

Au cours de l'année, les institutions prêteuses ont approuvé des prêts hypothécaires à l'endroit de propriétés résidentielles neuves et non de ferme, pour \$319 millions comparativement à \$212 millions en 1949. Le total de leurs engagements sur prêts hypothécaires, y compris les prêts sur la propriété existante et les fermes, se chiffraient par \$527 millions, comparativement à \$393 millions en 1949. Cette augmentation dans le volume des prêts hypothécaires a taxé les ressources des institutions prêteuses en ce qui concerne les deniers disponibles pour le financement des demandes en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation. Il en résulta que plusieurs compagnies ont consenti les prêts de la Loi nationale sur l'Habitation suivant un principe de quotité et au cours de 1950, les institutions prêteuses ont fait un choix plus méticuleux des emplacements, des risques hypothécaires et des constructeurs. Il s'ensuivit une tendance à limiter les prêts aux centres plus grands. A cause de cet état de choses, les taux d'intérêt sur les prêts conventionnels devinrent plus fermes et pour la première fois depuis 1945, la concurrence diminua entre les compagnies tant en ce qui concerne les prêts conventionnels que les prêts en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation.

L'indice du coût de la construction résidentielle—à 100 en 1939—avança de 208 à 233 au cours de l'année. Cet indice qui fluctua très peu en 1949, augmenta de 5 pour-cent au cours de la première moitié de 1950, et de 7 pour-cent au cours du second semestre. Pour 1950 en général, les coûts étaient en moyenne 6 pour-cent plus élevés qu'en 1949. Ces augmentations du coût de la construction se reflètent maintenant entièrement sur les prix auxquels se vendent les nouvelles et les anciennes maisons.

La Loi sur les Approvisionnements de Défense donne au ministre du Commerce et de l'Industrie, le pouvoir exclusif, sous réserve de certaines exceptions déterminées, de construire des entreprises pour le compte du ministère de la Défense nationale. La Loi prévoit également que le ministre du Commerce et de l'Industrie peut avoir recours à Canadian Commercial

Corporation ou à toute compagnie atteinte par la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'Etat, afin d'exercer ses pouvoirs sous sa compétence.

Jusqu'en novembre dernier, il incombait à Canadian Commercial Corporation de voir à la construction des entreprises de défense. Etant donné que le volume des travaux de construction devait augmenter considérablement, il devint évident qu'il faudrait avoir recours à des facilités et à une organisation plus développées. Alternativement à la réorganisation et à l'expansion du service de construction de Canadian Commercial Corporation, il fut décidé d'avoir recours aux facilités offertes par l'organisation de notre Société, déjà à la disposition de l'Etat, et présentement affectée à la construction des logements pour les militaires mariés, pour le compte du ministère de la Défense nationale. En conséquence, l'on a arrêté des dispositions en vertu desquelles Wartime Housing Limited entreprendrait ces travaux, à compter du 22 novembre 1950, ayant recours aux facilités de notre Société et à son organisation décentralisée dans le domaine de la construction.

Wartime Housing Limited fut incorporée en vertu de la Loi sur les compagnies de l'Etat en 1941. Bien que cette compagnie fut établie en premier lieu pour la construction de maisons d'ouvriers de guerre, sa charte lui accordait tous les pouvoirs que détient normalement une compagnie commerciale de construction. Elle a donc les pouvoirs nécessaires d'entreprendre et d'administrer les projets de construction de défense. Etant donné qu'elle est sujette aux dispositions de la Loi sur le fonctionnement des compagnies de l'Etat, elle est qualifiée pour être mandataire du ministre du Commerce et de l'Industrie, aux termes de la Loi sur les approvisionnements de Défense. Son nom fut changé à Defence Construction Limited en vertu de lettres patentes qui ont été émises par le Secrétaire d'Etat.

L'on a passé un contrat en vertu duquel la Société gèrera et administrera Defence Construction Limited. La Société a étendu les cadres de son personnel en ce qui concerne l'administration et la construction tant au bureau-chef qu'aux bureaux régionaux et aux succursales, et étant donné que le volume de la construction de défense augmente, l'on s'attend à d'autres expansions dans ce domaine. En vertu du contrat, les dépenses administratives encourues par la Société à ce sujet sont recouvrables de Defence Construction Limited. Les versements effectués aux entrepreneurs et les autres dépenses de construction seront défrayés par Defence Construction Limited et ne feront pas partie des comptes de la Société, comme il en était le cas dans le programme des logements pour les militaires mariés pour le compte du ministère de la Défense nationale. Il est probable que ces nouvelles fonctions augmenteront en quelque sorte l'activité de la Société, changeant complètement la tendance des années précédentes, au cours desquelles, la construction directe entreprise par la Société diminuait par

suite de la terminaison des programmes de logements à loyers réservés aux ex-militaires.

Le programme de défense aura un effet important sur le logement en 1951. Il est probable que la main-d'oeuvre et les matériaux affectés aux entreprises nécessaires du programme de défense entraveront la nouvelle construction résidentielle. Le parachèvement des maisons maintenant en voie de construction et le nombre d'unités commencées au rythme du chiffre de 1950, exigeraient plus de matériaux que ce qui semble être disponible. Le danger est que, plus le nombre d'unités commencées sera élevé, moins d'unités seront parachevées. Une baisse dans le nombre de maisons commencées en 1951 aiderait donc à fournir un nombre maximum de maisons pour l'occupation au cours de l'année.

PRÊTS

Prêts conjoints

Au cours de 1950, la Société, conjointement avec les institutions prêteuses, a approuvé des prêts visant 38,081 logements, dont 2,774 habitations à loyer. Comparativement, en 1949, ces prêts affectaient 19,829 logements dont 2,210 logements à loyer.

L'on a apporté un amendement à la Loi nationale sur l'Habitation, en 1949, en vertu duquel un prêt additionnel ne dépassant pas un sixième du prêt de base peut être accordé à l'acheteur d'une maison et aux constructeurs-occupants, à condition que le prix de vente soit "juste et raisonnable", à l'opinion de la Société. Le prêt de base est établi à 80 pour-cent de la valeur d'emprunt. L'institution prêteuse finance 75 pour-cent de ce montant, et la Société finance le solde. La Société finance entièrement le prêt additionnel de un sixième du prêt de base. Au cours de l'année, des engagements furent pris pour 31,901 prêts comprenant le prêt de un sixième, dont 18,900 avaient été vendus à des acheteurs, au terme de l'année.

Trente institutions prêteuses consentent des prêts conjoints en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation. Le nombre élevé des prêts consentis en 1950, révèle en lui-même que les institutions prêteuses ont collaboré entièrement avec la Société.

La Société a maintenu sa politique à l'effet que les frais d'amortissement de la dette brute, i.e. le montant payé annuellement en principal, intérêt, taxes et assurance ne devrait généralement pas dépasser 23 pour-cent du revenu brut du propriétaire. Le rapport moyen entre l'amortissement de la dette brute et le revenu, au cours de l'année s'est maintenu à 19.3 pour-cent, et 18.5 pour-cent en 1949; en 1948, ce rapport était 18.0 pour-cent. Il s'agit ici de la moyenne nationale, et il y eut des écarts moindres par tout le pays.

Soixante-huit pour-cent des prêts conjoints approuvés en 1950 sur une maison unifamiliale, avaient une période d'amortissement de 20 ans, comparativement à 72 pour-cent en 1949. Le nombre de prêts ayant une période d'amortissement inférieur à 20 ans, diminua de 7 à 5 pour-cent, alors que les prêts ayant une période d'amortissement de 25 ans augmentèrent de 11 à 24 pour-cent. Les prêts ayant une période d'amortissement de 30 ans diminuèrent de 10 pour-cent en 1949 à 3 pour-cent en 1950. Le prêt moyen par logement pour l'année, se chiffrait par \$6,766, comparativement à \$5,604 en 1949 (tableau 7).

Au cours de 1950, la Société continua d'accepter des entreprises de logements intégrés comportant un prix de vente approximativement 5 pour-cent moins élevé que le prix établi en vertu de la méthode du prix juste et raisonnable. L'on pourrait accepter cette différence comme la valeur de garantie de rachat que la Société donne au constructeur, advenant qu'il ne réussit pas à vendre au prix convenu l'une quelconque des maisons après le parachèvement. Etant donné que la demande sur le marché des propriétés immobilières est assez forte, et que le prix des maisons construites en vertu du programme de logements intégrés est inférieur, le volume des prêts sous le régime de ce programme diminua encore, soit de 2,502 logements en 1949 à 936 en 1950. Au cours de l'année, la plupart des logements pour lesquels des prêts furent approuvés en vertu du programme en question, furent érigés à Winnipeg et à Edmonton. En tout, l'on a consenti des prêts dans 10 cités comparativement à 24 cités en 1949 et à 78 cités en 1948. Le pourcentage de logements intégrés vendus aux ex-militaires en 1950, varia par localité, de 10 pour-cent à 90 pour-cent, la moyenne nationale étant de 55 pour-cent. Le programme de logements intégrés fut lancé en 1945 et depuis ses premiers jours jusqu'au terme de 1950, l'on approuva un total net de 16,913 logements.

La majorité des prêts de la Loi nationale sur l'Habitation ont servi à financer les bungalows et les maisons à un étage et demi, de préférence aux maisons à deux étages (tableau 7). Au cours de l'année, l'aire moyenne de parquet utilisable continua d'augmenter pour les bungalows. Alors qu'en 1949, 8 pour-cent de tous les bungalows financés au moyen d'un prêt conjoint avaient une aire de parquet inférieure à 800 pieds carrés; ce pourcentage diminua à 4 pour-cent en 1950. Il est désirable de maintenir cette tendance, parce qu'on est enclin à réduire l'aire d'une habitation en deçà de dimensions raisonnables, par suite de l'augmentation du coût de la construction.

Les valeurs de terrain toujours plus élevées restent un problème. La spéculation augmente le coût du terrain et partant, le coût du logement, sans toutefois fournir de services additionnels. La politique de la Société dans l'établissement des valeurs du terrain aux fins des prêts, consiste à propor-

tionner la valeur du terrain à la valeur de l'habitation y construite. Comme preuve de cette tendance, la valeur du terrain dépassait 10 pour-cent de la valeur totale de reproduction dans 51 pour-cent des prêts conjoints consentis en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, en 1950, comparativement à 9 pour-cent en 1947, à 28 pour-cent en 1948 et à 36 pour-cent en 1949.

La Loi nationale sur l'Habitation exige qu'au moins quatre inspections soient faites au cours de la construction de toutes les habitations. Il incombe aux institutions prêteuses de faire ces inspections pour lesquelles les institutions sont autorisées à prélever de l'emprunteur, des frais de \$20, y compris les frais d'évaluation, par habitation unifamiliale. Ces inspections servent à déterminer le montant de l'avance qui doit être versée à l'emprunteur et à assurer que l'on se conforme aux normes de construction de la Société. Dans son effort de normaliser la construction, la Société fait également des inspections périodiques.

La politique continue vers la décentralisation de l'autorité aux bureaux régionaux et aux succursales, joua un rôle important dans l'administration des prêts de la Loi nationale sur l'Habitation. Les bureaux régionaux et les succursales ont approuvé plus de 90 pour-cent du total des prêts conjoints, sans avoir recours au bureau-chef, sauf en ce qui concerne les dossiers.

Le nombre de prêts approuvés en vertu de la Loi de 1935 du Dominion sur l'Habitation et des Lois nationales de 1938 et de 1944 sur l'Habitation, s'élève maintenant à 110,573 pour \$753 millions comportant 141,158 logements (tableau 1). Les tableaux 2 et 3 indiquent la distribution des prêts, par province et centre urbain.

Prêts directs, article 31A

La Société accorde des prêts directs en vertu de cet article de la Loi nationale sur l'Habitation lorsqu'il est impossible d'obtenir un financement par l'entremise d'une institution prêteuse approuvée. Les raisons pour lesquelles il n'est pas possible d'obtenir ce financement découlent en général, du fait que certaines régions sont retirées et qu'il est difficile d'y prévoir un service d'inspection, de la rareté de fonds disponibles pour placement dans des hypothèques, ou dans le cas des entreprises d'assurance-loyer, du manque de garantie au cours de la période de construction.

Les prêts directs furent consentis par la Société au cours de l'année, comme suit: aux propriétaires-occupants (non de ferme), 434 pour \$2.4 millions sur 476 logements; aux propriétaires-occupants (ferme), 3 pour \$13,900 sur 3 logements; pour la location, 3 pour \$14,360 sur 3 logements; dans les entreprises d'assurance-loyer, 183 pour \$21.3 millions sur 4,091 logements.

La distribution géographique de ces prêts est indiquée aux tableaux 5 et 6.

Prêts aux compagnies à dividende limité

Avec l'appui de groupes locaux, deux compagnies à dividende limité

furent formées en 1950 pour obtenir des prêts en vertu de l'article 9 de la Loi nationale sur l'Habitation. Cet article prévoit des prêts s'élevant jusqu'à 90 pour-cent de la valeur d'emprunt des entreprises de logements à bas loyer, à un taux d'intérêt de 3 pour-cent par année. L'on approuva des prêts se chiffrant par \$379,125 pour quatre-vingt-quatorze logements. Des 4 prêts consentis au cours de l'année, deux des prêts furent consentis à des compagnies à dividende limité existantes pour financer des agrandissements à des projets parachevés antérieurement, alors que les autres prêts accordés à de nouvelles compagnies pour financer de nouvelles constructions, furent complétés au moyen d'octrois municipaux ou de contributions par des clubs sociaux. Les genres de logements comprenaient des maisons unifamiliales et jumelées, et des maisons d'appartements, pour être loués à des groupes à revenu modique, tels que les veuves et les vieillards en retraite, à des loyers dans leurs moyens.

Prêts aux industries de matières premières

L'article 9A de la Loi, permet aux compagnies qui se livrent aux industries de matières premières telles que l'industrie forestière et de la production du bois, l'industrie de la pêche et l'exploitation minière, de construire des logements pour les employés. Bien que l'on reçut de nombreuses demandes de renseignements, l'on n'approuva qu'un seul prêt en 1950, au montant de \$55,280; ce prêt fut affecté à la construction de 8 maisons unifamiliales pour être louées aux employés de l'emprunteur, à des loyers approuvés par la Société.

GARANTIES

Programme d'assurance-loyer

Le programme d'assurance-loyer est destiné à encourager les constructeurs particuliers et les personnes intéressées à faire des placements, à augmenter l'approvisionnement de logements à loyer en diminuant le nombre de risques inhérents. Pour être éligibles à un contrat d'assurance-loyer, les logements de l'entreprise doivent avoir en moyenne, une aire de parquet en excédent de 700 pieds carrés, et contenir en moyenne 3.5 pièces régulières et 1.5 chambres. Le loyer maximum ne peut excéder \$80 par mois pour un logement de 800 pieds carrés, muni de tous les services, sauf dans les endroits où les taxes sont élevées, et lorsque la construction est à l'épreuve du feu; dans ces cas, le loyer maximum ne peut excéder \$84. Le loyer maximum est redressé suivant que le logement contient plus ou moins de 800 pieds carrés et d'après les services fournis.

Au cours de l'année, l'on a conclu des ententes avec les constructeurs et les personnes intéressées à faire des placements, pour la construction de 4,311 logements. On a lancé à Ottawa et à Edmonton, de vastes projets d'assurance-loyer comportant chacun environ 500 logements.

En 1950, les logements à loyer assuré étaient distribués comme suit, par région: Ontario 45.1 pour-cent, Québec 38.5 pour-cent, les Prairies 12.6 pour-cent, Colombie-Britannique 3.6 pour-cent, les Maritimes .2 pour-cent. Le loyer mensuel moyen pour tout le Canada se chiffrait par \$70 par logement, il y avait, en moyenne, 4 pièces régulières par logement tout comme en 1949. Le coût moyen estimatif établi par la requérant pour un logement, s'élevait à \$7,379 pour une aire moyenne de parquet de 909 pieds carrés, comparativement à \$6,978 et 920 pieds carrés, en 1949. Le programme d'assurance-loyer fut lancé en juillet 1948 et depuis le début jusqu'au terme de 1950, l'on approuva 14,019 logements. Au cours de cette période, les institutions prêteuses ont financé 25.8 pour-cent des logements acceptés par la Société en vertu du programme d'assurance-loyer, alors que pour 6.3 pour-cent des logements, aucun engagement sur hypothèque ou mort-gage n'avait été pris le 31 décembre 1950. Ces chiffres ne comprennent pas les hypothèques que les institutions prêteuses ont achetées sur des entreprises d'assurance-loyer parachevées (tableau 9).

Double dépréciation

L'on continua de déposer des demandes pour la double dépréciation en vertu de la Loi de l'Impôt de Guerre sur le Revenu visant les entreprises de logements à loyer. L'on approuva des demandes pour 2,470 logements dont 2,081 furent construits en vertu du programme d'assurance-loyer.

A cause du fait que la Loi ne s'applique qu'aux entreprises logementaires commencées avant le 31 décembre 1949, l'activité dans ce domaine continuera à diminuer pour cesser en 1951. De 1947 à 1950, inclusivement, l'on approuva des demandes pour un total de 5,901 logements (tableau 21).

Aménagement de terrain

L'article 11B de la Loi nationale sur l'Habitation garantit aux institutions prêteuses agréées de recouvrer leur placement plus 2 pour-cent d'intérêt par année, lorsque ces placements sont affectés à l'acquisition et au développement de terrains pour des fins logementaires.

Une des principales limitations imposées à la nouvelle construction résidentielle est la carence de terrains munis de services et le fait que les municipalités et les constructeurs particuliers sont incapables de financer ces services ou ne désirent pas le faire. C'est avec l'intention de résoudre ce problème que les dispositions de l'article en question furent arrêtées.

Au début de 1950, six projets d'aménagement de terrain étaient en voie d'être réalisés. Deux de ces projets furent parachevés et l'on entreprit des travaux d'aménagement dans un projet de 425 lots. Au terme de l'année, 1,400 des 1,724 lots aménagés de services dans 5 entreprises encore garanties, ont été vendus ou retenus sous option. Des pourparlers sont en cours

pour le développement d'un autre projet comportant quelque 650 lots.

En plus des entreprises d'aménagement recevant l'appui des institutions prêteuses en 1950, la Société a parachevé deux entreprises et elle a conclu des ententes pour le développement de deux autres. La Société est propriétaire également de sept morceaux de terrains qui sont disponibles pour le développement.

Prêts pour agrandissement de maison et prêts pour amélioration de maison

Au cours de 1950, l'on approuvait un prêt pour agrandissement de maison en vertu de la Partie IV de la Loi. Les prêts approuvés pour agrandissement de maison, jusqu'au 31 décembre 1950, se chiffrent par 40 pour 70 logements et un total de \$119,090.

Au terme de l'année, les banques rapportaient que des 40 prêts approuvés jusqu'à ce jour, le solde en instance se chiffrait par \$18,077.18, et aucun prêt n'était arriéré.

La proclamation de la Partie IV de la Loi en ce qui concerne les prêts pour amélioration de maison est encore déferée, sauf dans la province de la Saskatchewan où elle fut proclamée pour la région de Kamsak, Saskatchewan, à la suite des dommages causés par le cyclone en août 1944, et en Colombie-Britannique, dans la région qui fut submergée par l'inondation en 1948. L'on n'a reçu aucune demande de ces régions.

Octrois pour aider à l'élimination des taudis

Le projet de redéveloppement de Regent Park dans la cité de Toronto est la seule entreprise à ce jour, pour laquelle un octroi fut accordé en vertu de l'article 12 de la Loi nationale sur l'Habitation. Le gouvernement du Canada a approuvé un octroi de \$1,150,000 pour aider dans l'acquisition du terrain. Cette entreprise affecte 42 acres de terrain; lorsque le redéveloppement sera terminé, il y aura 1,056 nouveaux logements. A la fin de 1950, 118 logements étaient parachevés et occupés. La construction de 160 autres logements tire à sa fin et l'on a demandé des soumissions pour 160 autres. L'on a fait l'acquisition de 303 morceaux de terrain, constituant approximativement 53 pour-cent de la région désignée au redéveloppement.

ADMINISTRATION DES HYPOTHÈQUES

Par suite de l'augmentation continue du nombre de prêts directs consentis en vertu de l'article 31A de la Loi sur l'Habitation, au début de 1950, l'on a décentralisé tant l'approbation que l'exécution des prêts aux bureaux régionaux. Le changement s'est effectué graduellement, à mesure que le service d'administration des hypothèques fut organisé dans chaque bureau régional; le changement prit fin en novembre. Dans le programme de décentralisation, l'on a inclus également les avances aux constructeurs, et l'admi-

nistration en fidéicommiss des dépôts faits par les acheteurs en vertu du programme de logements intégrés, ainsi que l'administration des contrats de vente.

L'on effectua en 1950, un changement dans la procédure de comptabilité entre les institutions prêteuses et la Société, en ce qui concerne la part de la Société dans les prêts conjoints. Antérieurement, les avances aux compagnies et les remboursements à la Société étaient faits individuellement pour chaque prêt. Les prêts sont maintenant administrés suivant une procédure de comptabilité en bloc et chaque mois, l'on fait un règlement net de la différence entre les avances sur les nouveaux prêts et les remboursements sur les prêts existants. En vertu de ce système, les compagnies doivent soumettre un état détaillé des comptes en instance, au terme de chaque année seulement.

Les avances nettes des institutions prêteuses au cours de 1950 se chiffraient au total par \$52,724,386.41 et au terme de l'année, il y avait 81,505 prêts en instance, pour un montant total de \$111,487,382.71.

Le passif contingent en vertu du contrat de garantie en commun accordé aux institutions prêteuses sous le régime de la Loi nationale de 1938 sur l'Habitation, se chiffre par \$4,636,897.28 et en vertu de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, par \$12,902,459.04.

Au terme de l'année, l'on rapportait 228 prêts arriérés de 3 mois ou plus. Ces comptes arriérés représentent approximativement .28 pour-cent du nombre de prêts en instance.

Au cours de 1950, les pertes nettes subies sur les prêts en vertu des Lois sur l'Habitation se chiffraient par \$59,707.51.

Le montant total des hypothèques directes administrées au terme de l'année 1950 se chiffrait par \$43,304,263.39, à l'exclusion des prêts approuvés mais au compte desquels aucun montant ne fut avancé. Ceux-ci comprennent des prêts en vertu de l'article 9, 9A et 31A, et les hypothèques en vertu de l'article 3B, en vue de garantir le solde du prix d'achat des propriétés vendues suivant un système de paiements à tempérament. Vingt-trois prêts directs étaient arriérés de 3 mois ou plus. Au terme de l'année, on administrait 10,419 comptes de promesses de vente, représentant le solde du prix d'achat des maisons d'ouvriers de guerre et d'anciens combattants, qui avaient été vendues à des particuliers. Trente-cinq de ces comptes étaient arriérés de 3 mois ou plus. Un montant représentant un-douzième des taxes annuelles et des primes d'assurance-feu est inclus dans les mensualités reçues au compte des prêts directs et des acheteurs en vertu d'une promesse de vente. De ces argents, la somme de \$878,776.40 fut payée en taxes et \$170,822.90, en primes d'assurance-feu pour le compte des emprunteurs et des acheteurs.

Au début de l'année, une des institutions prêteuses était intéressée à

acheter quelques-uns des prêts consentis par la Société en vertu de l'article 31A de la Loi nationale sur l'Habitation, sur des entreprises d'assurance-loyer. Au terme de l'année, cette compagnie avait acheté 21 prêts au chiffre de \$2.5 millions.

En vertu du programme de logements intégrés et conformément à ses engagements d'acheter du constructeur, les maisons qu'il ne pourrait vendre, la Société a fait l'acquisition de 342 logements. Ces acquisitions sont réparties sur 25 entreprises mises en oeuvre par 19 constructeurs. Le pourcentage des logements acquis jusqu'au terme de l'année, proportionnellement aux logements construits, se chiffre par 2.1 pour-cent.

Depuis le début du programme d'assurance-loyer en 1948, jusqu'à la fin de 1950, des promesses d'assurance ont été faites en ce qui concerne 267 entreprises.

Aide aux institutions prêteuses

Au cours de l'année, afin de fournir des fonds à une institution prêteuse pour lui permettre de consentir des prêts, la Société s'est prévalu pour la première fois des dispositions de l'article 29 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement. Au cours de l'année, la Société s'est prévalu pour la première fois de cet article, en achetant les intérêts d'une institution prêteuse dans 140 prêts conjoints, au coût de \$576,914.27 sur avance directe et en transférant \$235,093.43 du compte des prêts conjoints, représentant la part de la Société pour un total de \$812,007.70.

CONSTRUCTION

Pour la première fois en quatre ans, il y eut une baisse marquée dans la construction entreprise directement par des constructeurs particuliers pour la Société. Cette baisse est attribuable à la discontinuation du programme de logements à loyer pour les ex-militaires et à une réduction dans le programme pour le compte du ministère de la Défense nationale en ce qui concerne les logements permanents pour les militaires mariés, soit de 4,415 logements en 1949 à 3,345 en 1950.

Programme de logements à loyer pour les ex-militaires

Au début de l'année, 3,731 logements d'ex-militaires étaient en voie de construction; 1,023 autres logements furent commencés en 1950 et 3,841 furent parachevés, laissant un report de 913 logements le 31 décembre 1950; environ 500 des logements n'ont pas encore été commencés (tableaux 11 et 12).

Logements permanents du ministère de la Défense nationale réservés aux militaires mariés

Au début de 1950, 2,766 maisons étaient en voie de construction et l'on avait commencé la construction de 3,436 autres maisons au cours de l'an-

née à l'exclusion des maisons dans les endroits retirés; 2,578 maisons furent parachevées et remises au ministère de la Défense nationale, laissant 3,624 maisons en voie de construction au terme de l'année, et 489 à être accordées à contrat. L'on a parachevé en moyenne approximativement 215 maisons par mois. L'on a terminé les travaux d'aqueduc, d'égout, de chemin et de distribution d'énergie électrique en même temps que les maisons. Le remplissage et le nivellement requis pour le terrassement, ont été entrepris sur la plupart des entreprises antérieures avec l'espoir de terminer au printemps de 1951, tous les travaux de terrassement (tableaux 19 et 20).

A la demande du ministère de la Défense nationale, la Société a entrepris les travaux de terrassement et l'aménagement des services aux endroits où une de leurs entreprises de 1949 est intégrée à une entreprise de 1948.

Ecoles pour le ministère de la Défense nationale

Le programme de construction de logements pour le ministère de la Défense nationale a exigé la construction de 32 écoles. Le contrat pour la première école fut accordé en mai, et depuis, toutes les écoles sauf 3 ont été données à contrat. Les progrès de la construction révèlent que la première école sera probablement prête à être utilisée bien avant le terme de l'année scolaire en juin.

Améliorations permanentes

Au début de l'année, il y avait des contrats en instance pour la construction d'améliorations permanentes visant 1,544 maisons. En 1950, l'on a entrepris des travaux semblables sur 435 autres maisons donnant un total de 1,979 pour le programme de l'année. Les plans et devis pour les travaux restèrent à peu près les mêmes qu'en 1949, mais l'on a prévu plus adéquatement pour le terrassement et le nivellement autour des maisons après l'installation des fondations. Au terme de l'année, l'on continuait les travaux sur 443 maisons. Avec le parachèvement d'environ 2,000 maisons additionnelles, projeté pour 1951, le programme d'améliorations permanentes dans les maisons d'ouvriers de guerre sera entièrement terminé.

ENTREPRISES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Un amendement apporté en 1949 à la Loi nationale sur l'Habitation, prévoit que des développements logementaires peuvent être entrepris conjointement par le gouvernement du Canada et celui de toute province. La législation fédérale avait une portée suffisamment large et elle a prévu qu'en vertu d'un contrat passé entre un gouvernement provincial et le gouvernement du Canada, la Société centrale d'Hypothèques et de Logement pourrait entreprendre conjointement avec la province, des projets visant l'aménagement et le développement de terrains, la construction de maisons pour la vente, ainsi que la construction de logements à loyer et

l'administration de ceux-ci. La législation prévoit de plus, que le capital, les profits et les pertes sur ces entreprises doivent être répartis entre la Société pour 75 pour-cent et la province pour 25 pour-cent.

Sept des provinces, savoir, Terre-Neuve, Nouveau-Brunswick, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan et Colombie-Britannique, ont adopté une législation complémentaire en termes assez élastiques, en vertu de laquelle la Société et la province peuvent entreprendre des projets en vertu de l'article 35 de la Loi nationale sur l'Habitation. L'Ile du Prince Edouard, la Nouvelle-Ecosse et l'Alberta n'ont pas encore adopté une telle législation complémentaire.

Terre-Neuve fut la première province à soumettre une proposition, à la suite de laquelle un projet de logements à bas loyer comportant 140 logements familiaux, fut entrepris dans la cité de St-John's. Les loyers que paieront les locataires, seront calculés d'après le revenu. L'on a convenu d'une échelle de loyers en vertu de laquelle les locataires paieront environ 20 pour-cent du revenu de la famille à titre de loyer. L'entreprise sera administrée par "St-John's Housing Authority", dont les membres seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la législation de Terre-Neuve.

Au terme de l'année, l'on avait entamé des pourparlers avec la province de la Colombie-Britannique, dans le but d'entreprendre un projet de logements à bas loyer dans la cité de Vancouver. L'autorité gouvernementale du Canada et de la Colombie-Britannique fut accordée formellement pour le projet, lequel comportera 200 logements familiaux, que l'on construira près de Little Mountain, dans la cité. Ce projet diffère de celui de Terre-Neuve en ce qu'il sera aménagé des services de chauffage et d'eau chaude. Les loyers seront établis en proportion du revenu. Cependant, comme les propriétaires doivent fournir les services, la proportion sera 25 pour-cent du revenu dans le cas de Vancouver, comparativement à 20 pour-cent à St-John's, Terre-Neuve, pour les logements non chauffés. L'on a entamé des pourparlers en ce qui concerne les projets d'aménagement de terrains en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve.

Les lots résidentiels munis de services étant en rareté dans London, Windsor, Ottawa, St-Thomas et Kingston, Ontario, il en résulta la mise en oeuvre de l'article 35 de la Loi nationale sur l'Habitation. La province d'Ontario a conséquemment passé 5 contrats séparés avec le gouvernement fédéral et la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, dans le but d'acheter du terrain pour des projets d'aménagement. Ces contrats prévoient que la province achètera le terrain au nom de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, lequel sera détenu en fidéicommiss par celle-ci pour la province et la Société. La province s'occupera de la subdivision du terrain et de la préparation des plans, de la construction mécanique

et de l'installation des services. Lorsque les terrains seront aménagés, les lots seront vendus par la Société centrale d'Hypothèques et de Logement pour être utilisés par les constructeurs et les particuliers. La Société payera en première instance, tous les frais formant une partie du coût de l'entreprise, tiendra des registres des coûts ainsi que des recettes provenant de la vente des lots. A mesure que les déboursés seront faits, on demandera à la province de payer sa part à la Société. Les recettes de la vente des lots seront réparties entre la Société et la province.

Les projets d'aménagement de terrain en Ontario sont de dimensions assez grandes; les superficies approximatives que l'on utilisera sont les suivantes: London—133 acres, Windsor—77 acres, Ottawa—210 acres, St-Thomas—71 acres, Kingston—133 acres.

Il semblerait que plusieurs autres municipalités ont un grand besoin de lots résidentiels aménagés de services, et l'on a entamé des pourparlers afin de passer des contrats pour des projets d'aménagement de terrain à St-John's, Terre-Neuve, et à Atikokan, Ontario. De plus, la province du Nouveau-Brunswick et la Société ont déjà discuté un projet de logements à bas loyer, et un projet d'aménagement de terrain dans la cité de St-John.

ADMINISTRATION DES PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES

L'année fut caractérisée principalement par l'inauguration d'un programme de ventes des logements à loyer réservés aux ex-militaires et construits en vertu des projets lancés de 1945 à 1947. L'on discontinua également les ententes conclues directement avec les municipalités pour la construction de logements d'ex-militaires. L'administration de Deep River qui fut dévolue à la Société par suite du transfert de cette entreprise urbaine à celle-ci, et la constitution de l'entreprise de développement d'Ajax (Ajax Development District) en district d'amélioration, constituent deux autres développements significatifs. L'on a vu également cette année, l'introduction d'un système normalisé pour la perception des loyers et des mensualités par l'entremise des banques à charte.

Le nombre de maisons d'ex-militaires et d'ouvriers de guerre qui furent vendues et le nombre de maisons transformées qui furent remises aux propriétaires, excéda le nombre de maisons construites en vertu des programmes de 1948 et de 1949, pour la construction de logements à loyer réservés aux ex-militaires. Il en résulta une légère baisse dans le nombre de propriétés immobilières détenues et administrées par la Société.

La Société est propriétaire et administrateur d'entreprises logementaires dans plus de 200 cités, villes et villages dans toutes les provinces. L'on apprécie à sa juste valeur, la collaboration soutenue des municipalités canadiennes, laquelle fut évidente dans toutes leurs transactions avec la Société et Wartime Housing Limited, et dans certains cas, depuis dix ans.

Administration des propriétés

A la fin de décembre 1950, la Société administrait 38,656 logements à loyer, comparativement à 41,348 un an auparavant. L'on trouvera au tableau 15, la distribution des logements unifamiliaux et des logements collectifs (appartements ou suites) et la distribution par province. Le revenu-loyer pour l'année 1950 se chiffra par \$16.3 millions. Ceci représente une légère augmentation comparativement à 1949, en raison des maisons à loyer plus élevé qui furent ajoutées aux propriétés immobilières en portefeuille, alors que le nombre de maisons à bas loyer pour les ouvriers de guerre et les ex-militaires (antérieurement à 1948) diminua par suite des ventes. Les loyers arriérés de trois mois ou plus, se chiffraient approximativement par \$2,600.

L'entretien des propriétés, comme au cours des deux années précédentes, fut limité aux items qui sont habituellement du ressort des propriétaires particuliers. L'on a toutefois élaboré sur le terrassement et l'embellissement de l'entreprise en général. Les dépenses d'entretien s'élevèrent à peu près au même chiffre qu'en 1949, nonobstant la hausse générale des coûts. L'on trouvera aux tableaux 16 et 17, une analyse détaillée des dépenses administratives des logements à loyer.

Dans l'allocation des logements à loyer, l'on s'en tient à un système de pointage prioritaire en vertu duquel l'on accorde la préférence aux ex-militaires de la deuxième guerre mondiale. La priorité d'un requérant est établie d'après la durée et le théâtre de son service dans les forces armées, le nombre de personnes à sa charge, l'incapacité sujette à une pension, le logement actuel et si l'ex-militaire est en mesure de payer le loyer. En raison du fait qu'un nombre assez élevé de requérants détenant une haute priorité, n'ont pu obtenir un logement à loyer réservé aux ex-militaires, bien que leur demande ait été en vigueur pour deux ans ou plus, toutes les nouvelles demandes soumises depuis novembre 1950 ne sont éligibles qu'après une période d'attente de six mois. Le présent système n'est pas infaillible, mais l'on a constaté qu'il était le plus juste et le plus efficace dans l'allocation des logements à loyer aux ex-militaires et il reçoit l'appui de la Légion canadienne et des autres organismes intéressés au bien-être des ex-militaires canadiens.

Les logements vacants (maisons d'ex-militaires ou d'ouvriers de guerre) accordés aux ex-militaires, se chiffraient par 4,033, alors que l'on construisit au cours de l'année, 3,841 nouvelles maisons pour les anciens combattants, constituant un total de 7,874. Par suite de l'allocation aux ex-militaires, des logements autrefois occupés par les ouvriers de guerre, le nombre de logements maintenant occupés par des civils (non ex-militaires) diminua de 6,804 à 4,734.

Le nombre de demandes d'ex-militaires pour un logement à loyer diminua d'un peu plus de 7 pour-cent au cours de l'année, soit à 39,400 environ, le 31 décembre 1950.

Vente des logements à loyer

Dans la mise en oeuvre de la décision prise au cours de la dernière partie de 1949, d'offrir en vente le reliquat des logements à loyer d'ex-militaires, datant d'avant 1948, un autre bloc de 9,932 logements des 19,645 qui furent construits dans cette catégorie, furent préparés pour la vente au cours de 1950. Des 3,541 logements préparés antérieurement pour la vente, 2,163 n'avaient pas encore été vendus au début de 1950 et furent reportés au programme de vente de 1950, élevant à 12,095, le chiffre total des maisons de cette catégorie offertes pour la vente au cours de l'année. Plus de la moitié de ce chiffre ne fut pas cependant introduit dans le programme de vente avant le début de l'été. Au cours de l'année l'on a vendu 2,788 logements, dont 75 pour-cent, au cours des sept derniers mois. En tout et partout, 4,020 de ces logements avaient été vendus à des particuliers, à la fin de 1950.

Au cours de l'année, 1,353 autres maisons des 17,000 maisons d'ouvriers de guerre construites au cours de la deuxième guerre mondiale, furent offertes pour la vente. Le nombre total de logements dans cette catégorie, s'élève maintenant à 10,952, dont 7,328 avaient été vendus à des particuliers le 31 décembre 1950; ce chiffre comprend 5,341 ventes au cours de la période 1946-1949, et 1,987, en 1950.

L'on disposa en bloc, en plus des ventes aux particuliers, de 150 logements d'ex-militaires d'avant 1948 et de 835 logements d'ouvriers de guerre, aux municipalités respectives. Des 1,976 habitations unifamiliales acquises antérieurement de Housing Enterprises Limited, 630 furent vendues à des particuliers en 1950. L'on disposa également au cours de l'année de 479 des logements dont on avait fait l'acquisition en vertu du programme intégré.

En tout et partout, 6,869 logements de toutes les catégories représentant un total de 26.1 millions (voir tableaux 13 et 14) furent vendus au cours de 1950. Depuis le début du programme de ventes en 1946, jusqu'au 31 décembre 1950, la valeur totale des 15,375 unités vendues, s'est chiffrée par 62.7 millions.

Paiements aux municipalités à titre de taxes

La Société a déboursé à 216 municipalités, plus de \$2.6 millions, soit sous forme de paiements à titre de taxes à des taux fixes, ou à titre de montants égaux aux taxes et perçus en fidéicommiss, à l'endroit de ses diverses entreprises logementaires.

La Société s'engage à faire la perception en fidéicommiss lorsque les municipalités désirent obtenir un paiement à titre de taxes plus élevé que le taux normalisé prévu dans le contrat original pour les entreprises d'avant 1948. Quatre-vingt-cinq municipalités se sont prévalu de ces avantages, alors que 67 ont maintenu les paiements normalisés. Cette augmentation amena une hausse correspondante des loyers mensuels exigés des locataires. Les chiffres plus élevés sont à peu près conformes aux chiffres des paiements à titre de taxes en vertu des programmes de logements à loyer de 1948 et 1949, pour les ex-militaires, soit \$70, \$75 et \$80 pour les logements de deux, de trois ou de quatre chambres, respectivement. La Société est disposée à considérer la demande des municipalités qui n'ont pas encore demandé de paiements plus élevés à titre de taxes en ce qui concerne les entreprises d'avant 1948.

Les paiements à titre de taxes aux taux normalisés, se chiffèrent par \$1.9 millions en 1950 (sous la rubrique, Frais municipaux, au tableau 16) comparativement à \$1.5 millions en 1949.

Protection contre l'incendie

Les dommages par l'incendie et le nombre d'incendies en 1950 furent relativement peu élevés. Par opposition à un fonds de réserve en cas d'incendie se chiffrant par \$2.00 par logement, le coût réel de réparation des dommages causés par le feu, s'élève à 76 cents par logement. Cette augmentation, du coût de 49 cents par logement en 1949, résulte de quelques gros incendies dans les propriétés moins récentes et partant, plus inflammables.

Au cours de 1950, les "Staff Houses", les hôtelleries, etc., subirent des pertes au montant de \$164.00; en ce qui concerne les logements d'urgence, il n'y eut aucune perte par l'incendie et pour ce qui est des propriétés transformées entièrement protégées par des assurances, le total des dommages causés par l'incendie, s'élevait à \$27.75.

L'on a élaboré davantage le programme de protection contre l'incendie, dont le coût s'élève à 57 cents par logement comparativement à 12 cents en 1949. La Société réalise que la collaboration des locataires dans la protection contre l'incendie est le facteur important à tout succès obtenu en réduisant les pertes par l'incendie. Les pertes par l'incendie provenant de la négligence des fumeurs et de l'usage d'allumettes constituent encore le pourcentage le plus élevé des causes d'incendie. Les occupants des maisons peuvent entièrement obvier à ces risques.

Programme de transformation de maisons

La politique que l'on a adoptée en 1947, de retourner ces immeubles aux propriétaires, fut l'objet d'une attention particulière en 1950. La Société a remis les intérêts pour 63 propriétés qu'elle détenait en vertu de baux. Au

terme de l'année, le nombre d'entreprises encore administrées par la Société, s'élevait à 93 et comportait 735 logements (voir tableau 15). Les baux que la Société a passés avec les propriétaires expirent en 1951 pour 26 des propriétés restantes, représentant 201 logements. Comme la majorité des locataires sont des ex-militaires de la deuxième guerre mondiale, la Société cherche à s'entendre avec les propriétaires afin qu'ils acceptent les locataires actuels.

Ecoles du ministère de la Défense nationale

La Société s'occupa encore de négocier des ententes entre le ministère de la Défense nationale et les provinces pour ce qui est des écoles. L'on a fourni les facilités d'éducation dans les camps militaires sur la même base qu'en 1949 dont il fut fait mention dans le rapport de cette année-là. L'on a réalisé un certain progrès dans les conditions de fonctionnement que l'on veut établir pour les provinces de Terre-Neuve et de Québec, et l'on a conclu des ententes en ce qui concerne des emplacements nouveaux ou plus étendus pour les camps dans d'autres provinces. Il reste des endroits pour lesquels les arrangements d'éducation étaient à l'étude au terme de l'année, et qui seront conclus en 1951.

Entreprise de développement à Ajax

L'activité dans le domaine de l'administration et de l'extension progressive fut beaucoup plus intense au cours de 1950. Le statut municipal fut réalisé sous le nom de "District d'extension progressive d'Ajax" (Improvement District of Ajax); il est géré par un bureau de commissaires nommés par le gouvernement provincial. Les services municipaux ordinaires, jusqu'à ce jour administrés par la Société, sont maintenant dévolus à la municipalité aussi rapidement que possible.

On a continué de s'intéresser à l'industrie, au cours de l'année. Il y a maintenant vingt industries en exploitation ou qui seront bientôt exploitées et le nombre d'employés dépasse 800. De la situation internationale inquiétante, il résulta une expansion rapide d'une des compagnies alliées à l'industrie d'aviation. La compagnie formée de fonds britanniques et autrichiens et dont il est fait mention dans le rapport de 1949, a construit un espace industriel de 15,000 pieds carrés et elle projette un autre agrandissement de 45,000 pieds pour le début de 1951. L'on s'attend que des particuliers construiront, en 1951, des espaces qui seront loués pour des travaux d'usine.

Les 900 habitations unifamiliales dont la Société est propriétaire sont toutes occupées. L'on commencera en 1951 la vente de ces maisons aux particuliers.

Les travaux d'extension progressive de la Société comprennent l'aménagement des services pour d'autres terrains résidentiels, la construction d'un centre commercial, un tuyau d'égout collecteur et des améliorations à l'usine de chauffage central à la vapeur.

Laurentian Terrace, Ottawa

Laurentian Terrace fut construit pour le compte du gouvernement, au cours de la guerre comme foyer pour les bas-salariés des ministères du gouvernement à Ottawa; Laurentian Terrace devait être administré par un bureau de direction représentant le ministère du Secrétariat d'Etat, des Travaux publics et la commission du Service civil.

En vertu de l'autorité conférée par l'arrêté en conseil C.P. 5654 du 8 novembre 1949, Laurentian Terrace fut transporté à la Société centrale d'Hypothèques et de Logement; ce transport entrain en vigueur le 1er octobre 1949.

Ce foyer peut accommoder 360 personnes, comportant 14 chambres simples et 172 chambres doubles, une salle à dîner, des salles communes, etc. Au cours de 1950, les vacances se chiffèrent par 10 pour-cent en moyenne.

Deep River, Ontario

Deep River fut développé afin d'accueillir le personnel employé au développement du projet d'énergie atomique de Chalk River. Au cours des stades initiaux, la ville était administrée par une compagnie de la Couronne, Defence Industries Limited. En 1947, l'administration fut dévolue au Conseil national de Recherches.

La ville comporte 452 habitations unifamiliales, une série de dortoirs et un "staff hotel" pour loger les employés célibataires, une cafétéria, un centre commercial assez considérable, des facilités de récréation, un hôpital, une école publique, un système de chauffage central et les services d'énergie électrique, d'aqueduc, d'égouts et de protection contre l'incendie.

A compter du 1er avril 1950, la Société devint propriétaire de Deep River, et il lui fut dévolu de l'administrer. Depuis ce jour, 75 nouvelles habitations familiales furent construites et d'autres le seront probablement, étant donné que le Conseil national de Recherches agrandira probablement l'usine de Chalk River.

Jusqu'à ce jour, aucun particulier n'est propriétaire de logement à Deep River. Les services de nature municipale sont administrés par la Société. Les revenus ne sont pas suffisants pour répondre au coût d'exploitation, mais le gouvernement y a prévu en comblant des déficits jusqu'à concurrence de \$132,000 par année, par l'entremise du Conseil national de Recherches.

RECHERCHES ET INFORMATION

La partie V de la Loi nationale sur l'Habitation donne les pouvoirs à la Société de mener un vaste programme de recherches dans le domaine du logement par l'entremise de son propre service de Recherches économiques et en collaboration avec le Bureau fédéral de la statistique, et de plus, d'aider à l'amélioration des modèles de maisons et au développement de l'aménagement des collectivités. La Société a également un service d'information par la publication de bulletins et d'autres communiqués à la presse et à la radio. Au cours de l'année, les dépenses totales pour les recherches et le service de renseignements se chiffèrent par \$243,220, dont \$150,244 fut dépensé directement par la Société, et le solde fut alloué sous forme d'octrois ou de paiements aux autres organismes du gouvernement, aux universités, etc.

Recherches économiques et recherches connexes

Les pronostics dans le domaine du logement, pour 1950, indiquent une continuation d'un volume élevé de construction résidentielle pour tout le Canada, accompagnée d'une baisse dans un certain nombre de centres et dans certaines régions. Les amendements apportés à la Loi nationale sur l'Habitation, auxquels l'assentiment fut donné le 10 décembre 1949, avaient prévu ces contingences en rendant possibles des entreprises logementaires conjointes par le fédéral et le provincial (article 35) et en accordant un prêt additionnel de 1/6 du prêt de base afin d'étendre ces facilités à plus de propriétaires (paragraphe 3 de l'article 4). Les recherches économiques entreprises au cours de l'année portaient particulièrement sur l'obtention de nouveaux renseignements dans ces deux domaines. On continua le travail de développement dans le but de remplir les lacunes dans les connaissances analytiques et statistiques sur les conditions logementaires et la Société publia des périodiques dans le domaine économique.

Afin d'éclaircir les conditions logementaires locales, l'on prépara une série de brochures contenant des données préliminaires sur la population, les familles, la main-d'œuvre, les revenus, le coût du logement, la réserve de logements, les habitations parachevées et tous autres renseignements pertinents afin de donner un estimé en termes approximatifs des logements requis dans 39 centres. Etant donné que l'initiative des entreprises logementaires conjointes en vertu de l'article 35 de la Loi nationale sur l'Habitation relève des gouvernements provinciaux et municipaux, ces renseignements fondamentaux sont remis à la disposition des autorités provinciales pour être communiqués aux municipalités qui seraient intéressées.

L'on a mené plusieurs enquêtes dans le domaine hypothécaire. L'on a préparé une étude de la condition économique et des autres caractéristiques

des acheteurs de maison au moyen d'un prêt hypothécaire consenti sous le régime de la Loi nationale sur l'Habitation en 1948 et en 1949. Au cours de la dernière année, 66 pour-cent des personnes qui ont acheté ou construit une maison, recevaient un traitement annuel de \$3,500 ou moins, représentant le groupe habituellement décrit comme les tiers à revenu moyen et à revenu bas. Un relevé-échantillon des mort-gages enregistrés, acquittés et saisis dans la province d'Ontario, fut entrepris afin de déterminer les sources et les conditions du crédit hypothécaire disponible en ce moment. Les résultats de cette étude seront inclus dans le numéro annuel régulier de "Prêts Hypothécaires au Canada, 1950," publié par la Société.

Une autre entreprise de l'année fut le développement d'un nouvel indice du coût de la construction résidentielle sur une base trimestrielle pour 1949 et 1950, d'après les renseignements fournis par les constructeurs de maisons, les bureaux régionaux et les succursales de la Société. L'objet de ce nouvel indice ne consiste pas uniquement à signaler les changements dans le coût des matériaux de construction et dans les taux des salaires de construction, mais aussi les changements du rendement de la main-d'oeuvre de construction, lequel affecte le coût de la main-d'oeuvre; cet indice atteint également les variations des dépenses générales et les profits des constructeurs. Afin de donner un meilleur aperçu des variations géographiques, l'indice est compilé séparément pour chacune des cinq principales régions. Au début de l'année, l'on a préparé un pronostic de la demande de logements pour 1950, suivant les données obtenues des bureaux régionaux et des autres bureaux de la Société, dans environ 130 centres de 5,000 âmes et plus. Les résultats de ce relevé furent inscrits dans "Placement des particuliers et des corps publics au Canada—Perspectives de 1950", déposé en Chambre le 21 avril 1950, par le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Les périodiques de la Société, publiés au cours de l'année, comprenaient la revue trimestrielle "Habitation au Canada", où l'on résume toutes les données disponibles visant les conditions logementaires. Plusieurs nouvelles séries de statistiques furent ajoutées à ces publications: des estimés sur l'industrie de la construction, par trimestre, où l'on a pris soin d'indiquer séparément la construction résidentielle; des séries sur l'immigration et l'émigration, par pays d'origine et par destination; les mort-gages enregistrés et acquittés dans le grand Toronto et en Ontario; les habitations unifamiliales et les habitations collectives parachevées au Canada; la distribution des ouvriers embauchés dans la construction suivant le nombre d'heures de travail par semaine; le revenu de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction comparativement au revenu total de la main-d'oeuvre; les ventes des formes d'acier et de fer bruts, réparties suivant l'usage auquel le matériau est destiné. De plus, l'on a incorporé une section sur Terre-Neuve dans chaque numéro de "Habitation au Canada" résu-

mant toutes les données disponibles. Deux autres publications furent distribuées, nommément la brochure annuelle "Prêts hypothécaires au Canada" et la revue trimestrielle "Progrès de l'Habitation à l'Étranger", contenant toutes deux des statistiques visant le logement et la position du crédit au Canada et à l'étranger. La Société continue son relevé des unités logementaires commencées et parachevées dans les cités et les villes de 5,000 âmes et plus; ces données sont complétées par les relevés-échantillons entrepris par le Bureau fédéral de la statistique dans les centres plus petits, lesquels sont publiés par le Bureau dans ses bulletins mensuels sur le logement.

L'étude de la propriété immobilière résidentielle au Canada qui est représentée en partie par l'effort de la Société à combler la lacune dans les connaissances économiques sur le logement, fut parachevée au cours de l'année. La Société a pris la charge de ce rapport et il est publié par University of Toronto Press; l'on s'attend que ce volume soit publié au printemps 1951.

Les dépenses totales pour les recherches économiques et les recherches connexes se chiffrent par \$81,696 dont \$72,797 fut dépensé directement par la Société et \$8,699 constitue les paiements faits aux ministères gouvernementaux.

Modèles de maison

L'on s'est efforcé en 1950 d'améliorer les modèles de maison. On a révisé les modèles des petites maisons, que le public peut obtenir par l'entremise de la Société, et l'on y a incorporé certaines améliorations.

On a invité un certain nombre d'architectes du Canada à préparer des plans de petites maisons qui conviendraient mieux aux conditions des diverses régions du Canada. Comme résultat, 26 nouveaux plans de petites maisons furent dressés pour la distribution au public.

Il n'en reste pas moins que cette activité continue d'affecter le standard des habitations unifamiliales canadiennes, si l'on s'en tient au fait que 7 pour-cent des maisons financées au moyen de prêts conjoints, furent construites en se servant des plans qui peuvent être obtenus par l'entremise de la Société.

L'on a tenté également d'encourager l'amélioration des plans des maisons d'appartements, tant en ce qui concerne les prêts que l'activité en vertu de l'article 35 de la Loi nationale sur l'Habitation. L'on a continué l'étude des divers genres de maisons d'appartements, et les renseignements devraient fournir des données utiles aux architectes et aux constructeurs dans le développement de meilleures maisons d'appartements.

Enquêtes sur le logement

La Société a donné son appui à un relevé expérimental sur les logements locaux, lequel fut entrepris par le personnel de l'Université de Toronto dans une municipalité ontarienne. Ce relevé devait servir au développement d'un procédé d'étude qui pourrait être utilisé par toute collectivité dans le but de déterminer ses propres conditions et besoins logementaires, au moyen d'une enquête menée de porte en porte. Ces procédés d'étude peuvent être d'une utilité particulière à l'appui d'une municipalité qui prétendrait au besoin d'entreprises en vertu des dispositions de l'article 35 de la Loi nationale sur l'Habitation.

Les trois comités ruraux sur le logement dans les Prairies, les Maritimes et la Colombie-Britannique, continuèrent de recevoir l'appui de la Société. Le comité de la Colombie-Britannique a publié un bulletin sur la disposition des bâtiments de ferme. Le comité des Prairies, par l'entremise de ses groupes de recherches dans les universités de Manitoba, de Saskatchewan et d'Alberta, a continué ses travaux sur les modèles de maison de ferme, sur l'approvisionnement de l'eau et sur l'hygiène dans les maisons rurales, de même que sur les exigences visant les logements dans les climats froids.

Recherches dans le domaine de la construction

Les recherches menées par la Société dans le domaine de la construction, portent sur l'efficacité de rendement et elles consistent en enquêtes sur le rendement des matériaux, des méthodes de construction et de l'outillage mécanique utilisés dans la construction entreprise directement par la Société. Ce travail est entrepris conjointement avec la Division de Recherches en Construction, du Conseil national de Recherches, qui fournit l'aide technique et répond en quelque sorte aux besoins de la Société dans le domaine des recherches. La Division de Recherches en Construction a collaboré avec la Société dans ses enquêtes sur les défauts des fondations par suite des conditions du sol, les dommages causés par les inondations, les défauts prématurés du peinturage extérieur, le rendement des matériaux de toiture, les isolants thermiques, les systèmes de chauffage, les conduits d'eau domestique et les chauffe-eau domestiques; cette collaboration a porté en plus sur l'examen et l'évaluation des systèmes non conventionnels de construction que l'on se propose d'utiliser en rapport aux prêts consentis par la Société.

D'après des données techniques, des rapports d'épreuve et l'expérience enregistrée à pied-d'oeuvre, la Société détermine l'éligibilité des produits et des pratiques de construction qui doivent être utilisés dans la construction des logements financés en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation. Ces données sont fournies par les employés de la Société préposés à cette fin, la Division de Recherches en Construction, le ministère des Ressources

et du Développement économique, le ministère des Travaux publics et les autres organismes gouvernementaux et particuliers. La Société ne cherche pas à répéter les facilités offertes par les laboratoires d'épreuve, soit gouvernementaux ou commerciaux, mais formule plutôt ses vues d'après leurs résultats et sa propre expérience.

La Société établit également les normes minima visant la construction sous le régime de la Loi nationale sur l'Habitation. Ces normes sont constamment à l'étude afin de permettre d'y inclure toute nouvelle méthode ou tout nouveau matériau qu'elle juge propre à leur destination.

La Société a contribué aux travaux sur le Code du Bâtiment, exécutés par le Conseil national de Recherches et à l'élaboration des normes visant le rendement des produits de construction préparées par la Commission des Devis du gouvernement canadien et l'Association canadienne de Normalisation.

Aménagement des collectivités

Comme moyen de venir en aide au développement de l'urbanisme au Canada, un octroi assez considérable fut de nouveau accordé à l'Association canadienne d'Urbanisme qui s'est également procuré des fonds au moyen des cotisations de ses membres et par l'entremise d'octrois des gouvernements provinciaux. Au cours de l'année, cette Association a mené un certain nombre de conférences régionales et a de plus, publié deux périodiques mensuels et un certain nombre de rapports spéciaux, tels que les rapports sur la nouvelle législation logementaire et sur les méthodes de subdivision de terrain.

Au cours de l'année, un manuel de cartographie urbaine fut publié par la Société et des ententes furent conclues pour qu'il soit distribué par l'entremise des fonctionnaires provinciaux et des organisations professionnelles. Ce manuel peut être d'une aide assez considérable dans la systématisation des procédés d'arpentage précédant l'aménagement d'une collectivité. L'on a également terminé un rapport sur la législation visant l'urbanisme et l'on a pris d'autres mesures afin de parfaire les études sur les procédés d'urbanisme en collaboration avec les autorités provinciales.

La Société a aussi continué d'aider à l'éducation de diplômés qui désirent se lancer dans la profession d'urbaniste; des octrois furent accordés à cette fin aux universités McGill et de la Colombie-Britannique.

Services d'information

Bien que l'on ait étendu l'activité dans certains domaines en 1950, le programme d'information de la Société fut à peu près sur la même échelle que celui des années précédentes.

L'on s'est livré principalement à la revision et à la réimpression des brochures de la Société, destinées à expliquer les facilités de la Loi nationale sur l'Habitation, ainsi qu'à la production de nouvelles brochures. L'on a distribué plus de pièces au public qu'en toute autre année. La popularité des brochures de la Société illustrant des modèles de petites maisons se reflète dans la distribution du chiffre record de 215,650 copies et dans la vente de 7,922 séries d'épures.

L'on a présenté les étalages de la Société en 1950, dans plus de centres que jamais auparavant. La Société a continué de collaborer avec "National House Builders Association", et, avec un plus grand nombre de débouchés appropriés disponibles, l'étalage de la Société a paru 21 fois dans les principales foires d'été et d'automne et aux expositions de meilleures maisons (Better Home Shows), par tout le Canada. L'itinéraire comprenait Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Vancouver, New Westminster, Calgary, Regina, Edmonton, Saskatoon, London, Hamilton, Peterborough, Kitchener-Waterloo, Trois-Rivières et Sherbrooke. Alors que les étalages consistaient principalement dans l'illustration des points fondamentaux d'une bonne construction et d'un bon modèle de maison, des milliers de Canadiens discutèrent de leur problème logementaire et de leurs plans avec les préposés de la Société à l'étalage.

Dans le domaine de l'information audio-visuelle, l'on a produit deux films de 16 mm., sonores et en couleur, et des imprimés de ces films furent distribués. "Pride of Possession", film de 17 minutes, relate l'histoire des dispositions de la Loi nationale sur l'Habitation, visant le propriétaire et il offre des conseils utiles à quiconque construit ou achète une maison. "On to Fortune", film de 12 minutes, fut produit à titre de bande publicitaire sur les facilités offertes à la nouvelle industrie à "Ajax Development Project", Ajax, Ontario. L'on a distribué des imprimés de ce film au Canada et à l'étranger.

Plus de cent quotidiens et hebdomadaires français et anglais ont soutenu un programme important d'éducation au cours de l'année en se servant de la matière fournie par la Société par l'entremise de son service d'articles pour les journaux. Ce service comprend les articles sur la bonne construction de maisons, des matrices de modèles de maison et "La Maison d'Aujourd'hui, L.N.H.", un article spécial illustrant les genres d'habitations unifamiliales financées en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation. Bien que la distribution fût restreinte aux quotidiens et aux hebdomadaires qui en faisaient la demande, il y eut une plus grande demande qu'en 1949, alors que cette série fut inaugurée. Prouvant que l'on était plus intéressé à l'habitation en général, il y eut une augmentation dans le volume de demandes de photographies et d'articles sur le financement et sur des entreprises logementaires particulières.

A la radio, la Société a collaboré avec l'Association canadienne des Radiodiffuseurs (Canadian Association of Broadcasters), en fournissant pour les postes membres de l'affiliation, un manuscrit sur la Loi nationale sur l'Habitation, visant tout particulièrement les amendements apportés en 1949. L'on a également donné de l'aide à la Société Radio-Canada dans la préparation de programmes sur les événements d'intérêt national dans le domaine du logement. Le bulletin mensuel d'information sur le logement pour fins de radiodiffusion, fut discontinué et l'on s'est adonné à accorder une aide aux postes émetteurs particuliers qui en faisaient la demande.

Les événements spéciaux comprenaient les cérémonies d'ouverture de diverses entreprises de logements à loyer réservés aux ex-militaires dans tout le pays. L'activité dans ce domaine fut rehaussée d'un programme à l'occasion du parachèvement du 5,000e logement construit dans le grand Montréal en vertu du programme d'assurance-loyer.

Comme par les années passées, une des principales occupations du service consistait à répondre à la forte demande de renseignements par le public. Le bulletin des constructeurs, un moyen de communication directe avec les constructeurs du Canada, était publié chaque fois qu'il était nécessaire. L'on a de nouveau rédigé pour le Secrétariat des Nations Unies, un rapport trimestriel sur le logement et l'urbanisme au Canada.

Les dépenses dans ce domaine se chiffèrent en 1950, par \$27,373.

COMPTES

L'on soumet ci-après, l'état financier de la Société pour son année fiscale se terminant le 31 décembre 1950; cet état consiste en un bilan y compris les tableaux à l'appui, ayant trait aux propriétés immobilières et aux prêts; de plus, l'on soumet un état des revenus et des dépenses ainsi qu'un état du fonds de réserve pour l'année à l'étude.

REVENUS ET DÉPENSES

Les augmentations dans le domaine des prêts en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation ont résulté en une augmentation considérable des revenus sous forme d'intérêts. Les revenus des logements à loyer administrés ont été proportionnels au nombre relativement peu élevé des nouvelles acquisitions par suite de la construction directe au cours de l'année, moins les logements vendus et qui étaient autrefois loués.

En raison de l'augmentation dans le nombre de logements vendus à tempérament, l'intérêt perçu dans les promesses de vente, a augmenté, en 1950, de \$424,361.14 sur le montant rapporté en 1949.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

ÉTAT COMPARATIF DES REVENUS ET DES DÉPENSES

	<u>1949</u>	<u>1950</u>
Revenu brut		
Intérêts sur les prêts		
Loyers		
Intérêts—promesses de vente		
Autres revenus	\$17,006,128.91	\$21,294,121.83
<i>Déduire:</i> Dépenses		
Administration	\$3,383,179.71	\$4,000,260.89
Entretien et dépréciation des propriétés	7,697,587.22	9,814,939.27
Intérêts sur les emprunts . . .	1,893,166.69	4,220,479.83
Perte sur les propriétés immobilières dont on a disposé et autres actifs	12,973,933.62	396,442.96
	<u>18,432,122.95</u>	
Revenu net viré au fonds de Réserve	<u>\$ 4,032,195.29</u>	<u>\$ 2,861,998.88</u>

Les chiffres portant sur l'exploitation des entreprises spéciales suivantes sont compris dans les revenus et les dépenses rapportés ci-dessus.

	<i>Revenus</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Perte</i>
Développement Ajax	\$ 275,515.73	\$ 401,169.92	\$125,654.19
Hôtellerie Buckmaster's Field, St. John's, T.N..	8,391.68	8,904.28	512.60
Village Deep River	245,562.12	*395,373.15	149,811.03
"Staff House" de Hamilton	341,671.02	349,300.43	7,629.41
Laurentian Terrace	169,633.64	178,115.67	8,482.03
	<u>\$1,040,774.19</u>	<u>\$1,332,863.45</u>	<u>\$292,089.26</u>
<i>Déduire:</i>			
*Subvention recouvrable de la Commission de Contrôle d'Énergie atomique au sujet de Deep River		99,000.00	99,000.00
	<u>\$1,040,774.19</u>	<u>\$1,233,863.45</u>	<u>\$193,089.26</u>

BILAN

Actif

L'encaisse consiste en partie en soldes aux bureaux régionaux et aux succursales et qui n'ont pas encore été transférés au bureau-chef. Les fonds additionnels, à mesure qu'ils sont requis, pour des fins de prêt et de construction, sont tirés du gouvernement du Canada en vertu des dispositions d'emprunt établies dans la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement et dans la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation.

Les comptes à recevoir comprennent les soldes dus par les locataires dans les comptes de loyers, les dettes dues par les entrepreneurs et autres, la contribution cumulée du Conseil national de Recherches pour l'exploitation de Deep River, et diverses charges.

Le solde de \$35,491.74, dû par le ministre des Ressources et du Développement économique au compte courant, représente la différence nette entre certaines dépenses recouvrables en vertu de divers articles des Lois nationales sur l'Habitation, y compris les dépenses pour les logements

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

d'urgence, et les fonds recouverts des emprunteurs en défaut, au compte des paiements effectués en vertu des garanties sur les prêts pour amélioration de maison.

Toutes les pertes subies au cours de l'année, couvertes par des garanties et qui sont recouvrables du ministre en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, ont été inscrites à titre d'actif séparé représentant un compte dû par le ministre après en avoir déduit tout bénéfice gagné dans toutes telles transactions. De ces pertes, \$454,371.21 furent encourus lors de la vente des propriétés construites par Housing Enterprises of Canada Limited, et qui avaient été transportées à la Société.

Ces pertes sont résumées comme suit:

Pertes sur les prêts conjoints, y compris les pertes représentant la part de la Société.	\$ 61,199.97
Pertes dans la vente d'une propriété en ce qui concerne les prêts directs en vertu des articles 9 et 11 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation.	464,639.16
	<u>\$525,839.13</u>

Déduire:

Bénéfices de la vente de propriétés en vertu de prêts conjoints déboursés sous le régime de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation. \$	878.34	
Bénéfices dans les transactions d'aménagement de terrain en vertu de l'article 11B de la Loi nationale sur l'Habitation.	24,566.98	25,445.32
		<u>\$500,393,81</u>

Les avances en vertu du programme de logements intégrés, au stage des solives du premier étage, furent à la baisse, par suite du fait que cette méthode de financement de la construction de maison pour les constructeurs particuliers, a diminué.

Etant donné que l'on a presque entièrement disposé des matériaux de construction dont on a fait l'acquisition pour être remis gratuitement aux entrepreneurs, les inventaires des matériaux de construction ont été réduits à \$80,629.64 et seuls les matériaux de construction essentiels à l'entretien sont maintenant détenus aux projets administrés par la Société. Les inventaires dans cette dernière catégorie se chiffrent au total par \$141,257.77 donnant un grand total de \$221,887.41 tel qu'il est indiqué au bilan.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Le solde des prêts en vertu des Lois sur l'Habitation, a augmenté de \$78,411,092.09, soit de \$76,948,957.47 à \$155,360,049.56.

Au cours de 1950, le volume grandissant des prêts conjoints nécessita une revision de la méthode détaillée de comptabilité avec les institutions prêteuses. Comme ce changement fut apporté au cours de la période de comptabilité, il fut impossible aux institutions prêteuses de rapporter au terme de l'année le montant brut des avances et des remboursements faits en 1950. Ce renseignement a donc été inscrit à l'appendice A-1 comme chiffre net au lieu du chiffre brut des années précédentes.

Tout l'actif de Housing Enterprises of Canada Limited a été transporté à la Société et cette compagnie est maintenant inopérante. Ses actions, qui étaient autrefois inscrites sur le bilan de la Société à titre de placement, en sont maintenant rayées.

Les soldes dus, y compris l'intérêt cumulé en vertu des promesses de vente représentant la portion impayée du prix d'achat sur les logements vendus, ont augmenté à \$32,044,340.73 comparativement à \$16,152,739.90 au terme de 1949.

Les avances aux municipalités et autres, représentant une aide financière pour l'installation des services dans les entreprises de logements de la Société, en vertu des programmes de construction, se chiffèrent en 1950 par \$1,163,517.72. Le solde net en instance sur ces avances après avoir déduit les versements annuels dus en 1950 ont augmenté de \$821,498.28 pour se chiffrer maintenant par un total de \$2,541,295.40.

Le compte de la propriété immobilière a augmenté de \$156,131,313.71 en 1949 à \$156,830,759.52, en date du 31 décembre 1950, après avoir prévu pour la dépréciation tel qu'il est indiqué au tableau visant la propriété immobilière et annexé au bilan. La dépréciation sur les propriétés a été prévue aux mêmes taux que ceux de 1949.

Les dépenses de construction pour le compte du ministère de la Défense nationale pour l'érection des logements pour les militaires mariés, des écoles, etc., financées au moyen d'emprunts en vertu de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, ont augmenté à \$41,114,865.84 comme suit:

Solde le 31 décembre 1949.....	\$13,905,149.95
Dépenses au cours de 1950.....	31,735,476.06
	<hr/>
<i>Déduire:</i>	\$45,640,626.01
Montant remboursé par le ministère de la Défense nationale.....	\$ 4,525,940.17
	<hr/>
Dépenses totales nettes.....	<u>\$41,114,685.84</u>

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Les dépôts des entrepreneurs et les autres dépôts de garantie faits au ministère des Finances, représentent des obligations du gouvernement reçues et détenues en sécurité à cet endroit jusqu'à ce qu'elles soient remises aux déposants.

Le poste "Autre actif" indiqué au bilan, au chiffre de \$196,765.50, consiste en dépenses payées à l'avance, représentant les primes non échues sur l'assurance et les contrats de cautionnement des employés, les paiements à l'avance aux municipalités au compte des contrats où des octrois sont accordés à titre de taxes, et divers dépôts recouvrables ainsi que les avances aux employés en voyage.

Passif

Les postes suivants constituent les comptes à payer et les divers frais accrus:

(1) Dettes courantes dues pour frais d'exploitation . . .	\$ 110,410.51
(2) Réclamations des entrepreneurs et des fournisseurs pour travaux parachevés à ce jour et matériaux livrés	4,806,267.11
(3) Avances par le ministère de la Défense nationale pour le financement de travaux spéciaux de construction	154,293.29
(4) Divers item, y compris les loyers et les taxes cumulés mais non dus	327,944.95
	<hr/>
	\$5,398,915.86

Les "Retenues et dépôts de garantie d'entrepreneurs et autres", se chiffrant par \$6,334,004.39 tel qu'il est inscrit au bilan, sont constitués comme suit:

(1) Retenues et dépôts de garantie d'entrepreneurs . . .	\$5,547,901.94
(2) Mises de fonds détenues en fidéicommiss pour les futurs propriétaires de maisons construites en vertu du programme intégré	231,822.97
(3) Dépôts remboursables par les locataires	276,793.87
(4) Autres fonds détenus en fidéicommiss, remboursables plus tard	277,485.61
	<hr/>
	\$6,334,004.39

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Les loyers et les autres versements reçus à l'avance au chiffre de \$1,542,187.00 représentent les loyers payés à l'avance et les montants versés en acompte dans les contrats de vente en voie d'être exécutés.

Le fonds de retraite des employés a augmenté de \$16,307.29. Les employés nouvellement embauchés contribuent à ce fonds au cours de leur période de probation. Le compte a une tendance à varier à mesure que les employés sont admis comme membres du fonds de pension.

"La réserve pour les loyers garantis" représente les primes d'assurance nettes, y compris cette partie des primes payées à l'avance, lesquelles sont disponibles pour les pertes futures, en vertu des polices d'assurance-loyer accordées sous le régime de l'autorité conférée par l'article 8A de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, modifiée en 1948.

Les emprunts bruts au cours de 1950, en vertu de l'autorité de l'article 23 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement pour des fins de prêts, se chiffèrent par \$72,500,000 et en vertu de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, pour fins de construction, ont atteint \$47,000,000. Ce dernier montant comprend les fonds requis pour la construction entreprise pour le compte du ministère de la Défense nationale. Aucun emprunt n'a été fait en vertu de l'article 35. Les dépenses à ce sujet se chiffèrent par \$876,211.87.

Le total des emprunts à ce jour, se chiffre comme suit:

(millions)	EN INSTANCE			REMBOUR- SEMENTS EN 1950
	LE 31 DÉCEMBRE			
	(Intérêt cumulé non-compris)		AUGMEN- TATION	
	1949	1950	NETTE	
Emprunts pour fins de prêts en vertu des lois sur l'Habitation.....	\$ 54.5	\$127	\$72.5
Emprunts pour l'acquisition de terrains et la construction de bâtiments.....	\$101	\$146.46	\$45.46	\$1.54

Le compte du surplus de capital non réalisé comprend la part non réalisée des profits sur les maisons vendues, lesquelles avaient été construites par la Société, et le solde représentant la part non perçue du prix des propriétés immobilières vendues, dont on a fait l'acquisition, en vertu de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, et la valeur capitalisée de la propriété immobilière acquise de la même source, et qui était encore détenue par la Société le 31 décembre 1950.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Les changements dans ce compte, au cours de l'année à l'étude, sont comme suit:

Solde reporté le 31 décembre 1949		\$66,742,128.00
<i>Ajouter:</i>		
Surplus additionnel découlant de la vente des propriétés en vertu de l'article 34 de la Loi nationale sur l'Habitation	\$6,746,284.91	
Bénéfices non réalisés dans la vente de propriétés immobilières construites pour le compte de la Société	30,856.76	
	<hr/>	6,777,141.67
<i>Déduire:</i>		
Coût, à ce jour, des améliorations permanentes aux maisons vendues	\$1,527,784.13	
Recettes de la vente de propriétés acquises en vertu de l'article 34 de la Loi nationale sur l'Habitation, transférées au fonds de réserve	4,390,780.27	
Recettes de la vente des propriétés immobilières tenues par la Société, transférées au compte des revenus et dépenses	545.02	
	<hr/>	5,919,109.42
Solde d'après le bilan		<u><u>\$67,600,160.45</u></u>

FONDS DE RÉSERVE

Les sommes réalisées par la Société en 1950, donnent un bénéfice net de \$2,861,998.88 après avoir prévu pour la dépréciation et l'application de profits et de pertes réalisés par la vente de propriétés immobilières détenues par la Société. Cette somme a été virée au fonds de réserve tel qu'il est requis par l'article 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement.

Les changements comparables au fonds de réserve, du 1er janvier 1949 au 31 décembre 1950, sont les suivants:

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

	<u>1949</u>	<u>1950</u>
Solde créditeur, le 1er janvier	\$ 5,000,000.00	\$ 5,000,000.00
<i>Ajouter:</i>		
Virement du compte des revenus et des dépenses pour l'année	4,032,195.29	2,861,998.88
Produits de la vente des propriétés acquises en vertu de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation	2,535,357.33	4,390,780.27
	\$11,567,552.62	\$12,252,779.15
<i>Déduire:</i>		
Montant viré au crédit du Receveur Général	\$ 6,567,552.62	\$ 7,213,861.63
Redressement à l'actif en espèces acquis en vertu de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation		38,917.52
	\$ 6,567,552.62	\$ 7,252,779.15
Solde créditeur	\$ 5,000,000.00	\$ 5,000,000.00

Le montant de \$7,213,861.63 est remis au Receveur Général.

ORGANISATION

Au cours de l'année, l'organisation fut adaptée de manière à répondre aux exigences de l'activité toujours grandissante, des responsabilités additionnelles et d'une décentralisation poussée. En plus d'une expansion générale du travail à la Société, il fallut faire certains redressements dans l'organisation, lorsque la Société assumait la direction du développement logementaire du Conseil national de Recherches, à Deep River, en avril et de "Defence Construction Limited" en novembre.

En agrandissant les cadres du personnel spécialisé, il fut possible de répondre aux besoins des nouvelles succursales qui furent établies au cours de l'année à Chicoutimi, Trois-Rivières, Val d'Or, Kingston, Sarnia et Fort William.

Pour donner suite à la politique de décentralisation de la Société, il incombe maintenant aux bureaux régionaux d'administrer les promesses de vente et les prêts directs.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

Au cours de l'année, l'on a conclu des arrangements pour la construction du nouvel édifice pour le bureau chef. Le contrat, au chiffre de \$1,850,217, fut accordé le 23 octobre et les travaux sont en cours. L'on s'attend que l'édifice sera parachevé au début de 1952, bien que l'incertitude dans l'approvisionnement des matériaux pourraient influer sur la longueur de temps requise pour la construction.

Au terme de 1950, il y avait cinq bureaux régionaux, 27 succursales, six bureaux de district pour la perception des loyers et 79 succursales pour la perception des loyers.

PERSONNEL

En raison de l'expansion de l'activité à la Société au cours de l'année, 173 nouveaux employés furent admis dans les cadres du personnel régulier, soit de 1,609 le 31 décembre 1949, à 1,782, le 31 décembre 1950. Le nombre moyen mensuel d'employés temporaires ou journaliers au cours de l'année fut réduit de 120—soit de 485 le 31 décembre 1949 à 365 le 31 décembre 1950.

Le Conseil désire une fois de plus exprimer son appréciation aux employés assidus et consciencieux de la Société.

Bien à vous,

D. B. MANSUR,

Président.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 1950

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPO BILAN AU 31

ACTIF

Encaisse.....	\$	4,227,639.80
Comptes à recevoir, moins provision de \$23,787.69 pour non-recouvrement.....		359,347.70
Dû par le ministre des Ressources et du Développement économique en compte courant.....		35,491.74
Dû par le ministre des Ressources et du Développement relativement à des pertes sous l'empire des lois sur l'habitation.....		500,393.81
Avances en vertu du programme de logements intégrés..		392,759.65
Matériaux pour construction et entretien des immeubles— évalués au plus bas du prix coûtant ou de la valeur estimée de réalisation.....		221,887.41
Prêts en vertu des lois sur l'habitation, y compris \$568,-403.46 d'intérêts courus.....		155,360,049.56
Promesses de vente, y compris \$288,126.07 d'intérêts courus.....		32,044,340.73
Avances à des municipalités et autres avances, remboursables à tempérament, y compris \$10,782.89 d'intérêts courus.....		2,541,295.40
Immeubles, évalués au prix coûtant ou à la valeur donnée par le conseil d'administration aux propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, moins provision de \$8,275,242.18 pour dépréciation.....		156,830,759.52
Dépenses de construction pour le compte du ministre de la Défense nationale, financées au moyen de débentures de la Société.....		41,114,685.84
Mobilier de bureau et autre équipement, moins provision de \$237,458.42 pour dépréciation.....		243,688.12
Cautionnements d'entrepreneurs et autres cautionnements en dépôt au ministère des Finances.....		503,000.00
Autres actifs.....		196,765.50
		\$394,572,104.78

NOTE:—Le bilan ci-dessus ne pourvoit pas aux pertes possibles au compte des prêts consentis conjointement avec les institutions prêteuses, ni aux garanties, ni aux autres engagements en vertu des lois sur l'habitation, lesquels sont des obligations de Sa Majesté d'après ces lois.

D. B. MANSUR,
le président

C. D. ARMITAGE,
le comptable en chef

THÈQUES ET DE LOGEMENT DÉCEMBRE 1950

PASSIF

Comptes à payer et divers frais accrus	\$ 5,398,915.86
Cautionnements d'entrepreneurs, retenues et autres dépôts	6,334,004.39
Acomptes reçus sur promesses de vente en cours et loyers anticipés	1,542,187.00
Fonds de retraite des employés	91,014.56
Réserve pour garantie de loyers	175,371.44
Dû au Reveveur Général sous l'empire de l'article 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement	7,213,861.63
Emprunts auprès du gouvernement du Canada en vertu de l'article 23 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement, attestés par des débetures de la Société, y compris \$949,510.27 d'intérêts courus (pour les prêts en vertu des lois sur l'habitation)	127,949,510.27
Emprunts auprès du gouvernement du Canada sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation, attestés par des débetures de la Société, y compris \$1,806,624.68 d'intérêts courus (pour l'acquisition et la construction d'immeubles)	148,267,079.18
Surplus de capital non-réalisé, y compris le surplus provenant de l'évaluation des propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation	67,600,160.45
Capital—Autorisé et versé	25,000,000.00
Fonds de réserve	5,000,000.00
	\$394,572,104.78

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Au ministre des Ressources et du Développement économique, Ottawa.

Nous avons examiné le bilan ci-dessus de la Société centrale d'Hypothèques et de Logement arrêté au 31 décembre 1950 et nous avons obtenu tous les renseignements et explications que nous avons demandés. Nous faisons rapport que, dans notre opinion, ce bilan est dressé de manière à démontrer la situation financière véritable et exacte de la Société à cette date, au meilleur de notre connaissance, suivant les explications qui nous ont été données et d'après ce qu'indiquent les livres de la Société.

JEAN VALIQUETTE, C.A.,
de la firme *Anderson & Valiquette*.
Ottawa, Canada—le 16 février 1951.

WM. H. CAMPBELL, C.A.,
de la firme *Campbell, Glendinning and Dever*.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT
ÉTATS DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'ANNÉE
TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 1950**

REVENUS:		
Intérêts sur prêts en vertu des lois sur l'habitation	\$ 3,590,266.89	
<i>Moins:</i> Intérêts sur emprunts auprès du gouvernement du Canada pour les prêts en vertu des lois sur l'habitation	2,451,512.85	\$ 1,138,754.04
Loyers des immeubles	16,349,315.13	
<i>Moins:</i> Intérêts sur emprunts auprès du gouvernement du Canada pour placement dans des immeubles parachevés	1,768,966.98	14,580,348.15
Autres revenus: Intérêts sur promesses de vente	1,126,791.58	
Divers	227,748.27	1,354,539.85
		<u>17,073,642.04</u>
DÉPENSES:		
<i>Administration—</i>		
Salaires du siège-social et des succursales	\$2,370,552.60	
Fonds de pension, fonds de retraite, assurance-groupe, assurance-chômage et examens médicaux	546,896.60	
Honoraires et dépenses des administrateurs	7,825.35	
Honoraires et dépenses des vérificateurs	36,000.00	
Frais juridiques	16,949.20	
Fournitures et dépenses de bureau	284,068.11	
Téléphones et télégrammes	74,273.72	
Loyer et entretien des bureaux	186,974.53	
Dépenses de voyages, et usage des automobiles des employés	269,731.04	
Services d'information, films et plans	59,194.82	
Dépréciation du mobilier et de l'équipement	62,800.18	
Autres dépenses	84,994.74	4,000,260.89
<i>Exploitation des immeubles:</i>		
Frais d'opération de projets spéciaux	1,233,863.45	
Entretien et réparations des immeubles	2,635,407.78	
Paiements aux municipalités en lieu de taxes et pour services	2,001,502.43	
Dépréciation des immeubles	3,944,165.65	
	<u>9,814,939.31</u>	<u>13,815,200.20</u>
<i>Soustraire:</i> Perte sur ventes d'actifs par l'entremise de La Corporation des dispositions des biens de la Couronne	60,857.69	3,258,441.84
Perte sur vente d'immeubles de la Société	335,585.27	396,442.96
Solde viré au Fonds de Réserve		<u>\$2,861,998.88</u>

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT
FONDS DE RÉSERVE

Solde créditeur le 31 décembre 1949.	\$5,000,000.00	
<i>Ajouter:</i> Virement du compte de Revenus et Dépenses pour l'année termi- née le 31 décembre 1950.	2,861,998.88	
Produit de la vente de propriétés acquises sous l'empire de l'article 34 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation.	4,390,780.27	
	<u>4,390,780.27</u>	\$12,252,779.15
<i>Soustraire:</i>		
Régularisation affectant le fonds de roulement acquis en 1948 en vertu de l'article 33 de la Loi nationale de 1944 sur l'Habita- tion.	38,917.52	
Montant viré au crédit du Rece- veur Général.	7,213,861.63	
	<u>7,213,861.63</u>	<u>7,252,779.15</u>
Solde créditeur le 31 décembre 1950, limité par l'article 31 de la Loi sur la Société centrale d'Hypothèques et de Logement.		<u>\$5,000,000.00</u>

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

**SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT
PROMESSES DE VENTE—LE 31 DÉCEMBRE 1950**

	Solde le 31 décembre 1949		Ventes et autres débits en 1950		Paiements reçus en 1950		Solde le 31 décembre 1950		
	No de con- trats inscrits	Montants	No de ventes	Montants	Nombre de comptes payés intégralement ou annulés	Amortisse- ments de principal	Nombre de contrats inscrits	Montants	
TOTAL	5,914	\$16,023,261.08	4,724	\$21,351,617.72	219	\$5,618,664.14	10,419	\$31,756,214.66	
AJOUTER: intérêts courus								288,126.07	
								<u>\$32,044,340.73</u>	

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPO
TABLEAU DES IMMEUBLES

	Solde le 31 décembre 1949		Additions en 1950	
	Unités	Valeur aux livres	Unités	Valeur aux livres
<i>A l'usage de la Société</i>	133	\$ 206,114.56	27	\$ 293,537.03
<i>Construits pour location:</i>				
Maisons d'ouvriers de guerre.....	10,421	3,758,487.37	Nil	546,720.98
Maisons de membres des forces armées:				
Programme de 1947 et antérieur:				
—parachevées.....	18,464	55,478,322.23	Nil	(86,322.23)
Programme de 1948—parachevées... —en voie de construction	7,643 774	50,061,650.00 4,714,927.20	773 (765)	6,865,421.28 (4,669,496.43)
Programme de 1949—parachevées... —en voie de construction	446 3,323	2,899,115.00 10,853,310.37	3,036 (2,419)	19,734,000.00 (5,637,834.94)
Maisons à logements multiples—para- chevées.....	623	5,000,724.85	Nil	254,996.12
Maisons acquises de compagnies à dividende limité:				
à famille unique.....	1,997	15,895,848.31	186	1,544,449.17
garages.....	370		38	
à logements multiples.....	1,143	8,278,875.37	Nil	1,645.30
garages.....	232			
Ensemble des dépenses sur des projets en voie de construction en vertu des ententes fédérales-provinciales.....	Nil	Nil	Nil	605,341.73
	45,436	156,941,260.70	849	19,158,920.98
<i>Acquis par suite de garanties données</i>	149	1,445,116.46	167	514,268.52
<i>Tenures par bail:</i>				
Programme de transformations de maisons.....	1,192	986,048.20	10	Nil
"Staff House"—Hamilton.....	1	190,000.00	Nil	Nil
	1,193	1,176,048.20	10	—
<i>Autres immeubles:</i>				
Terrains vacants.....	Nil	1,117,781.46	Nil	247,977.99
Terrains vacants—Projets fédéraux- provinciaux.....	Nil	Nil	Nil	270,870.14
Divers.....	207	601,945.48	654	36,208.26
	207	1,719,726.94	654	555,056.39
TOTAL	47,118	\$161,488,266.86	1,707	\$20,521,782.92

THÈQUES ET DE LOGEMENT
AU 31 DÉCEMBRE 1950

Dédutions en 1950		Solde le 31 décembre 1950			
Unités	Valeur aux livres	Unités	Valeur aux livres	Dépréciation	Valeur aux livres après dépréciation
31	\$ 31,227.00	129	\$ 468,424.59	\$ 23,331.10	\$ 445,093.49
2,628	1,790,584.13	7,793	2,514,624.22	Nil	2,514,624.22
2,568	7,704,000.00	15,896	47,688,000.00	4,288,811.35	43,399,188.65
253	1,657,150.00	8,163	55,269,921.28	1,534,560.34	53,735,360.94
Nil	Nil	9	45,430.77	Nil	45,430.77
Nil	Nil	3,482	22,633,115.00	228,444.08	22,404,670.92
Nil	Nil	904	5,215,475.43	Nil	5,215,475.43
Nil	Nil	623	5,255,720.97	227,654.68	5,028,066.29
555 } 117 }	4,509,200.46	1,628 } 291 }	12,931,097.02	830,617.67	12,100,479.35
Nil	Nil	1,143 } 232 }	8,280,520.67	571,363.11	7,709,157.56
Nil	Nil	Nil	605,341.73	Nil	605,341.73
6,121	15,660,934.59	40,164	160,439,247.09	7,681,451.23	152,757,795.86
106	636,921.92	210	1,322,463.06	Nil	1,322,463.06
511	383,272.65	691	602,775.55	395,358.15	207,417.04
Nil	Nil	1	190,000.00	165,000.00	25,000.00
511	383,272.65	692	792,775.55	560,358.15	232,417.40
Nil	73,590.18	Nil	1,292,169.27	6,321.12	1,285,848.15
Nil	Nil	Nil	270,870.14	Nil	270,870.14
42	118,101.74	819	520,052.00	3,780.58	516,271.42
42	191,691.92	819	2,083,091.41	10,101.70	2,072,989.71
6,811	\$16,904,048.08	42,014	\$165,106,001.70	\$8,275,242.18	\$156,830,759.52

STATISTIQUE

LISTE DES TABLEAUX

- | <i>Tableau
no</i> | <i>PARTIE I—Activité en vertu de la Loi nationale
sur l'Habitation</i> |
|---|--|
| 1 | Prêts nets approuvés en vertu de la Loi fédérale de 1935 sur l'Habitation, de la Loi nationale de 1938 sur l'Habitation et de la Loi nationale de 1944 sur l'Habitation. |
| 2 | Prêts nets approuvés et progrès de la construction: unités de la L.N.H., par province, 1950. |
| 3 | Prêts nets approuvés et progrès de la construction: unités de la L.N.H., par grande ville, 1950. |
| 4 | Prêts nets approuvés et progrès de la construction: unités de la L.N.H., par genre de prêt, 1950. |
| 5 | Prêts directs nets approuvés, pour les propriétaires, par localité, 1950. |
| 6 | Prêts directs nets approuvés pour la location, par localité, 1950. |
| 7 | Prêts nets approuvés, par genre de maison, 1950. |
| 8 | Prêts nets approuvés, suivant le montant du prêt, 1950. |
| 9 | Entreprises nettes approuvées, assurance-loyer, par province, 1950. |
| 10 | Construction parachevée et dépenses réelles, activité directe dans le domaine de l'habitation, du 1er avril 1941 au 31 décembre 1950. |
| 11 | Appropriations, dépenses et progrès de la construction, activité directe dans le domaine de l'habitation, par province, 1950. |
| 12 | Appropriations, dépenses et progrès de la construction, activité directe dans le domaine de l'habitation, par localité, 1950. |
| 13 | Logements à loyer en vente et vendus, par province, 1950. |
| 14 | Logements à loyer en vente et vendus, par localité, 1950. |
| 15 | Logements à loyer administrés par la Société, le 31 décembre 1950. |
| 16 | Revenus et dépenses d'exploitation des entreprises de logements à loyer, par province, 1950. |
| 17 | Revenus et dépenses d'exploitation des entreprises de logements à loyer, par localité, 1950. |
| 18 | Dépenses approuvées et dépenses réelles pour les recherches sur le logement et l'aménagement des collectivités, 1946-1950. |
| <i>PARTIE II—Autre activité dans le domaine de l'Habitation</i> | |
| 19 | Appropriations, dépenses et progrès de la construction: Logements pour le ministère de la Défense nationale, par province, 1950. |
| 20 | Appropriations, dépenses et progrès de la construction: Logements pour le ministère de la Défense nationale, par localité, 1950. |
| 21 | Demandes approuvées pour une double dépréciation, entreprises de logements à loyer, 1950. |

PARTIE I
ACTIVITÉ EN VERTU DE LA
LOI NATIONALE SUR L'HABITATION

TABLEAU No 1
PRÊTS NETS APPROUVÉS EN VERTU DE LA LOI FÉDÉRALE SUR
L'HABITATION, 1935, DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION,
1938, ET DE LA LOI NATIONALE SUR L'HABITATION, 1944
du 1er octobre 1935 au 31 décembre 1950 (1)

Période et Loi sur l'Habitation	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)
Loi fédérale sur l'Habitation, 1935:			
1935 (oct. 1er—31 déc.)	73	97	514
1936	550	788	3,778
1937	1,311	1,817	7,524
1938 (1er jan.—31 juillet)	1,149	2,197	7,803
Total	3,083	4,899	19,619
Loi nationale sur l'Habitation, 1938:			
1938 (1er août—31 déc.)	1,198	1,697	6,037
1939	4,315	5,973	19,142
1940	4,897	5,621	16,721
1941	4,370	4,323	13,508
1942	1,138	1,093	3,170
1943	1,721	1,721	5,454
1944	1,393	1,393	4,855
1945 (1er jan.—31 jan.) (2)	-407	-407	-1,368
Total	18,625	21,414	67,519
Loi nationale sur l'Habitation, 1944:			
1945 (1er fév.—31 déc.)	4,838	5,387	22,511
1946	7,341	11,827	55,951
1947	8,886	10,933	53,230
1948	15,313	18,776	104,291
1949	18,047	25,166	140,830
1950	34,440	42,756	289,223
Total	88,865	114,845	666,036
Grand Total	110,573	141,158	753,176

(1)—Les chiffres annuels représentent le nombre total des prêts approuvés plus les demandes réintégrées et les augmentations, moins les cancellations, les diminutions et les demandes retirées.

(2)—En 1945, les cancellations furent plus élevées que les demandes approuvées en vertu de la Loi nationale sur l'Habitation, 1938.

TABLEAU No 2
PRÊTS NETS APPRouvÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION—UNITÉS DE LA L.N.H.,
PAR PROVINCE, 1950

Province	Population (000)	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction—unités de la L.N.H.			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1949	Nombre d'unités d'habitation commencées	Nombre d'unités d'habitation parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950
Terre-Neuve.....	355	48	51	369	.14	—	32	12	20
Ile du Prince-Edouard.....	96	20	20	140	.21	3	23	8	18
Nouvelle-Ecosse.....	658	504	558	3,526	.85	203	475	354	324
Nouveau-Brunswick.....	522	340	348	2,450	.67	55	249	131	173
Québec.....	3,976	7,994	13,980	85,686	3.51	3,484	10,093	7,988	5,589
Ontario.....	4,512	16,454	17,830	133,050	3.95	5,177	15,760	10,206	10,731
Manitoba.....	795	1,729	1,826	13,163	2.30	836	1,871	1,526	1,181
Saskatchewan.....	874	356	360	2,255	.41	131	390	195	326
Alberta.....	895	3,935	4,279	26,444	4.78	1,760	3,472	2,564	2,668
Colombie-Britannique.....	1,138	3,059	3,503	22,137	3.08	804	3,188	2,337	1,655
Yukon.....	8	1	1	3	.12	—	—	—	—
CANADA (1).....	13,829	34,440	42,756	289,223	3.09	12,453	35,553	25,321	22,685

(1)—A l'exclusion des Territoires du Nord-Ouest. Les prêts bruts approuvés en 1950, s'élèvent à 36,347 pour 45,203 unités et se chiffrent par \$305,089,885; ce volume fut réduit par les cancellations, les demandes réintégrées et les autres changements ayant trait à 1,907 prêts pour 2,447 unités, au montant de \$15,866,568 représentant les prêts nets approuvés ci-dessus.

TABLEAU No 3—PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION—UNITÉS DE LA L.N.H.,
PAR GRANDE VILLE, (1) 1950

Région	Population (000)	Prêts nets approuvés				Progrès de la construction—unités de la L.N.H.			
		Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Unités par 1,000 âmes	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1949	Nombre d'unités d'habitation commencées	Nombre d'unités d'habitation parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950
<i>Régions métropolitaines (2)</i>									
Halifax.....	134	290	299	2,055	2.23	117	261	209	169
Hamilton.....	217	1,112	1,166	7,563	5.37	592	1,203	1,107	688
London.....	118	1,208	1,315	9,097	11.14	466	1,304	808	962
Montréal.....	1,505	6,090	11,614	70,743	7.72	2,897	8,352	6,831	4,418
Ottawa.....	258	1,178	2,017	14,000	7.82	420	906	581	745
Québec.....	270	383	668	3,993	2.47	220	486	380	326
Saint John.....	72	41	43	315	.60	32	10	24	18
St. John's.....	57	28	31	226	.54	10	15	6	9
Toronto.....	1,064	7,297	7,543	61,331	7.09	1,680	5,944	3,527	4,097
Vancouver.....	558	2,308	2,681	17,036	4.80	379	1,423	1,014	788
Victoria.....	109	384	438	2,755	4.02	87	324	245	166
Windsor.....	159	593	688	5,128	4.33	95	678	376	397
Winnipeg.....	338	1,601	1,698	12,355	5.02	761	1,689	1,419	1,031
Total.....	4,859	22,513	30,201	206,597	6.22	7,724	22,617	16,527	13,814
<i>Autres grandes villes</i>									
Brantford.....	37	85	85	538	2.30	22	86	59	49
Calgary.....	112	1,622	1,716	10,771	15.32	479	1,547	1,122	904
Edmonton.....	149	1,836	2,092	13,120	14.04	1,120	1,662	1,290	1,492
Fort William.....	34	48	74	420	2.18	76	79	87	68
Kingston.....	33	131	145	1,024	4.39	44	129	78	95
Kitchener.....	43	333	333	2,285	7.74	123	351	314	160
Regina.....	72	134	135	900	1.88	60	156	66	150
St-Catharines.....	37	61	63	480	1.70	49	264	122	191
Saskatoon.....	54	123	125	814	2.31	30	130	77	83
Sherbrooke.....	51	113	171	997	3.35	28	190	144	74
Sudbury.....	47	102	102	766	2.17	32	113	70	75
Trois-Rivières.....	51	117	133	965	2.61	15	96	37	74
Total.....	720	4,705	5,174	33,080	7.19	2,078	4,803	3,466	3,415
Autres régions.....	8,250	7,222	7,381	49,546	.89	2,651	8,133	5,328	5,456
CANADA.....	13,829	34,440	42,756	289,223	3.09	12,453	35,553	25,321	22,685

(1)—Grande ville signifie une municipalité d'une population de 30,000 et plus.
(2)—Comprend quelques unités situées dans une municipalité qui traverse, en partie, les frontières métropolitaines, mais en dehors de ces régions.

TABLEAU No 4
PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION,
UNITÉS DE LA L.N.H., PAR GENRE DE PRÊT, 1950

Genre de prêt	Prêts nets approuvés			Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1949	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités para-chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950
(a) L.N.H. 1944, Partie I <i>Prêts conjoints pour les propriétaires:</i>							
Occupé par le propriétaire.....	2,395	2,538	15,393	2,682	2,710	2,865	2,527
Logements intégrés...	-513	-527	-3,374	1,005	37	694	348
Pour la vente.....	1,155	1,395	7,698	2,797	1,617	2,691	1,723
Total.....	3,037	3,406	20,717	6,484	4,364	6,250	4,598
(b) L.N.H. 1944, Partie I <i>Prêts conjoints pour les propriétaires:</i> (plus le prêt de 1/6)							
Occupé par le propriétaire.....	7,714	8,028	56,659	623	6,403	3,328	3,698
Logements intégrés...	1,462	1,463	10,223	575	1,074	1,126	523
Pour la vente.....	21,250	22,410	163,937	1,977	18,526	9,560	10,943
Total.....	30,426	31,901	230,819	3,175	26,003	14,014	15,164
(c) L.N.H. 1944, Partie II <i>Prêts pour habitations à loyer:</i>							
Pour la location.....	349	2,774	13,185	847	2,005	1,156	1,696
Compagnies à dividende limité.....	4	94	379	16	177	116	77
Housing Enterprises...	—	—	408	—	—	—	—
Industries primaires...	1	8	56	—	8	—	8
Total.....	354	2,876	14,028	863	2,190	1,272	1,781
(d) L.N.H. 1944, Article 31A <i>Prêts directs de base pour les propriétaires:</i>							
Propriétaire-occupant.....	108	95	509	63	93	90	66
Logements intégrés...	-2	-4	-16	—	—	—	—
Coopératives.....	1	29	159	—	29	—	29
<i>Prêts directs pour les propriétaires:</i> (plus le prêt de 1/6)							
Propriétaire-occupant.....	327	356	1,718	3	111	39	75
<i>Prêts directs pour logements à loyer:</i>							
Pour la location.....	3	3	14	—	3	1	2
Pour assurance-loyer..	183	4,091	21,261	1,865	2,758	3,655	968
<i>Prêts directs pour habitations rurales:</i>							
Propriétaire-occupant.....	3	3	14	—	2	—	2
Total.....	623	4,573	23,659	1,931	2,996	3,785	1,142

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 4
PRÊTS NETS APPROUVÉS ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION,
UNITÉS DE LA L.N.H., PAR GENRE DE PRÊT, 1950—(suite)

Genre de prêt	Prêts nets approuvés			Progrès de la construction, unités de la L.N.H.			
	Nombre de prêts	Nombre d'unités	Montant (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1949	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 déc. 1950
(e) L.N.H. 1944, Parties I, II et Article 31A <i>Prêts conjoints et directs pour les propriétaires et pour la location:</i>							
Propriétaire-occupant.	10,544	11,017	74,279	3,371	9,317	6,322	6,366
Logements intégrés...	947	932	6,833	1,580	1,111	1,820	871
Pour la vente.....	22,405	23,805	171,635	4,774	20,143	12,251	12,666
Coopératives.....	1	29	159	—	29	—	29
Pour la location.....	352	2,777	13,199	847	2,008	1,157	1,698
Pour l'assurance-loyer	183	4,091	21,261	1,865	2,758	3,655	968
Compagnies à dividende limité.....	4	94	379	16	177	116	77
Housing Enterprises..	—	—	408	—	—	—	—
Industries primaires..	1	8	56	—	8	—	8
Habitation rurale....	3	3	14	—	2	—	2
Total.....	34,440	42,756	289,223	12,453	35,553	25,321	22,685

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES, PAR LOCALITÉ, 1950

Localité	Partie I—Article 31A Propriétaires			Partie III—Article 31A Habitation rurale		
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
<i>Régions métropolitaines</i>						
Halifax.....	—	—	—	—	—	—
Hamilton.....	—	—	—	—	—	—
London.....	—	—	—	—	—	—
Montréal.....	4	4	22	—	—	—
Ottawa.....	5	33	180	—	—	—
Québec.....	2	2	11	—	—	—
Saint John.....	—	—	—	—	—	—
St. John's.....	1	1	8	—	—	—
Toronto.....	37	37	207	—	—	—
Vancouver.....	3	3	19	—	—	—
Victoria.....	—	—	—	—	—	—
Windsor.....	—	—	—	—	—	—
Winnipeg.....	—	—	—	—	—	—
Total.....	52	80	447	—	—	—
<i>Autres grandes villes</i>						
Brantford.....	2	2	11	—	—	—
Calgary.....	—	—	—	—	—	—
Edmonton.....	—	—	—	—	—	—
Fort William.....	—	—	—	—	—	—
Kingston.....	—	—	—	—	—	—
Kitchener.....	—	—	—	—	—	—
Regina.....	—	—	—	—	—	—
St-Catharines.....	—	—	—	—	—	—
Saskatoon.....	—	—	—	—	—	—
Sherbrooke.....	—	—	—	—	—	—
Sudbury.....	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières.....	—	—	—	—	—	—
Total.....	2	2	11	—	—	—
<i>Autres localités</i>						
Alliston, Ont.....	1	1	6	—	—	—
Amos, P.Q.....	15	15	85	—	—	—
Amqui, P.Q.....	1	1	4	—	—	—
Andrew, Alta.....	1	1	4	—	—	—
Ardrossan, Alta.....	—	—	—	1	1	5
Asbestos, P.Q.....	1	1	6	—	—	—
Assiniboia, Sask.....	2	2	9	—	—	—
Atikokan, Ont.....	1	1	6	—	—	—
Aubrey, P.Q.....	1	1	5	—	—	—
Augusta Twp., Ont.....	1	1	4	—	—	—
Ayr, Ont.....	1	1	6	—	—	—
Bagotville, P.Q.....	1	1	6	—	—	—
Baie des Sables, P.Q.....	1	1	3	—	—	—
Bancroft, Ont.....	1	1	6	—	—	—
Barrhead, Alta.....	2	2	8	—	—	—
Barry's Bay, Ont.....	1	1	4	—	—	—
Bashaw, Alta.....	-1	-1	-4	—	—	—
Bathurst, N.-B.....	1	1	7	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Partie I—Article 31A Propriétaires			Partie III—Article 31A Habitation rurale		
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
<i>Autres localités</i>						
Beauceville, P.Q.	6	6	27	—	—	—
Beauharnois, P.Q.	26	26	116	—	—	—
Beauvallon, Alta.	1	1	4	—	—	—
Bedford, I.-P.-E.	1	1	5	—	—	—
Beloil, P.Q.	1	1	5	—	—	—
Black Lake, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Bluewater, Ont.	-4	-4	-14	—	—	—
Borden, I.-P.-E.	1	1	6	—	—	—
Botwood, T.-N.	1	1	4	—	—	—
Brantford Twp., Ont.	1	1	6	—	—	—
Brendenbury, Sask.	1	1	2	—	—	—
Campbell River, C.-B.	3	3	18	—	—	—
Campbell's Bay, P.Q.	-1	-1	-4	—	—	—
Campbellton, N.-B.	1	1	5	—	—	—
Canora, Sask.	2	2	9	—	—	—
Cap-de-la-Madeleine, P.Q.	2	3	13	—	—	—
Cardinal, Ont.	1	1	5	—	—	—
Carleton Place, Ont.	1	1	6	—	—	—
Carleton-sur-Mer, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Carrot River, Sask.	1	1	6	—	—	—
Chapleau, Ont.	2	2	10	—	—	—
Charny, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Châteauguay, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Churchill, Man.	2	2	11	—	—	—
Claresholm, Alta.	1	1	4	—	—	—
Cloverdale, C.-B.	1	1	5	—	—	—
Cookshire, P.Q.	1	1	7	—	—	—
Cut Knife, Sask.	1	1	6	—	—	—
Danville, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Desbiens, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Devon, Alta.	93	93	405	—	—	—
Digby, N.-E.	1	1	3	—	—	—
Dolbeau, P.Q.	1	2	7	—	—	—
Donnelly, Alta.	6	6	32	—	—	—
Duparquet, P.Q.	3	3	12	—	—	—
Duparquet Canton, P.Q.	3	3	12	—	—	—
East Broughton, P.Q.	2	2	12	—	—	—
East Florenceville, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Elk Point, Alta.	1	1	5	—	—	—
Elrose, Alta.	1	1	4	—	—	—
Espanola, Ont.	1	1	5	—	—	—
Estevan, Sask.	1	1	6	—	—	—
Eston, Sask.	1	1	6	—	—	—
Fergus, Ont.	1	1	4	—	—	—
Fruitvale, C.-B.	1	1	5	—	—	—
Glenavon, Sask.	1	1	4	—	—	—
Grande Rivière, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Grandes Bergeronnes, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Grand Valley, Ont.	1	1	5	—	—	—
Grenfell, Sask.	2	2	11	—	—	—
Hanna, Alta.	—	—	1	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localité	Partie I—Article 31A Propriétaires			Partie III—Article 31A Habitation rurale		
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
<i>Autres localités</i>						
Harbour Grace, T.-N.	1	1	4	—	—	—
Hawkesbury, Ont.	2	2	12	—	—	—
Headingly, Ont.	1	1	6	—	—	—
Hemmingford, P.Q.	-1	-1	-6	—	—	—
Hope, C.-B.	1	1	6	—	—	—
Humboldt, Sask.	6	6	29	—	—	—
Huntingdon, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Joliette, P.Q.	8	18	75	—	—	—
Kamsack, Sask.	1	1	5	—	—	—
Kelvington, Sask.	1	1	5	—	—	—
Killam, Alta.	1	1	4	—	—	—
Kipling, Sask.	2	2	10	—	—	—
Lac la Biche, Alta.	2	2	10	—	—	—
Lambton, P.Q.	1	1	5	—	—	—
Lamont, Alta.	1	1	4	—	—	—
L'Ancienne Lorette, P.Q.	6	6	33	—	—	—
L'Annonciation, P.Q.	1	1	6	—	—	—
La Sarre, P.Q.	1	1	6	—	—	—
L'Ascension (Lac St-Jean Co.), P.Q.	-1	-1	-3	—	—	—
La Tuque, P.Q.	2	3	13	—	—	—
Lloydminster, Alta.	4	4	20	—	—	—
Lockport, N.-E.	1	1	4	—	—	—
Lucknow, Ont.	1	1	5	—	—	—
Lumsden Beach, Alta.	1	1	5	—	—	—
Magog, P.Q.	2	2	11	—	—	—
Maple Ridge, C.-B.	1	1	4	—	—	—
Marwayne, Alta.	1	1	4	—	—	—
Matane, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Matheson, Ont.	1	1	7	—	—	—
Meadow Lake, Sask.	2	2	9	—	—	—
Melfort, Sask.	2	2	12	—	—	—
Mont-Laurier, P.Q.	3	3	15	—	—	—
Mont-Rolland, P.Q.	1	1	4	—	—	—
Mount Stewart, I.-P.-E.	—	—	—	1	1	3
Newellton, N.-É.	1	1	3	—	—	—
Nipawin, Sask.	2	2	10	—	—	—
Nitro, P.Q.	1	1	4	—	—	—
North Battleford, Sask.	5	5	32	—	—	—
North Bay, Ont.	1	1	6	—	—	—
Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, P.Q.	2	2	9	—	—	—
Notre-Dame du Sacré-Coeur, P.Q.	1	1	3	—	—	—
Otterburn Park, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Oyama, C.-B.	2	2	11	—	—	—
Parkhill, Ont.	1	1	7	—	—	—
Picture Butte, Alta.	—	—	—	1	1	5
Plantagenet, Ont.	1	1	5	—	—	—
Plaster Rock, N.-B.	1	1	3	—	—	—
Plessisville, P.Q.	1	1	6	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localité	Partie I—Article 31A Propriétaires			Partie III—Article 31A Habitation rurale		
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
<i>Autres localités</i>						
Port Alfred, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Port Sydney, Ont.	1	1	6	—	—	—
Quesnel, C.-B.	1	1	6	—	—	—
Richibucto, N.-B.	1	1	5	—	—	—
Rigaud, P.Q.	—	—	1	—	—	—
River de Chute, N.-B.	1	1	4	—	—	—
Rivière Malbaie, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Roberval, P.Q.	1	1	3	—	—	—
Rockland, Ont.	1	1	5	—	—	—
Rosemère, P.Q.	1	1	5	—	—	—
Ste-Adèle, P.Q.	1	1	4	—	—	—
St-Albert, Alta.	1	1	6	—	—	—
St-Basile-le-Grand, P.Q.	1	1	5	—	—	—
St-Bruno (Co. Lac St-Jean), P.Q.	2	2	10	—	—	—
St-Bruno de Mantarville, P.Q.	1	1	6	—	—	—
St-Calixte, P.Q.	1	1	4	—	—	—
St-Clément-de-Beauharnois, P.Q.	1	1	4	—	—	—
St-Eustache, P.Q.	1	1	6	—	—	—
St-Eustache-sur-le-Lac, P.Q.	2	2	11	—	—	—
St-Hyacinthe, P.Q.	2	2	10	—	—	—
St-Joseph (Richelieu Co.), P.Q.	2	2	11	—	—	—
St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue, P.Q.	-1	-1	-4	—	—	—
St-Jovite, P.Q.	1	1	6	—	—	—
St-Léonard d'Aston, P.Q.	1	1	6	—	—	—
St-Marcel, P.Q.	1	1	3	—	—	—
Ste-Marguerite (Co. Terrebonne), P.Q.	1	1	4	—	—	—
St-Polycarpe (Soulanges Co.), P.Q.	1	1	5	—	—	—
St-Romuald d'Etchemin, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Shawinigan Falls, P.Q.	3	3	13	—	—	—
Shipton, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Snow Lake, Man.	1	1	3	—	—	—
Sorel, P.Q.	3	3	16	—	—	—
South Dumfries, Ont.	1	1	4	—	—	—
South Ohio, N.-E.	1	1	3	—	—	—
Spalding, Sask.	1	1	6	—	—	—
Squamish, C.-B.	-1	-1	-4	—	—	—
Stanhope, P.Q.	-1	-1	-4	—	—	—
Stellarton, N.-E.	1	1	5	—	—	—
Steveston, C.-B.	1	1	6	—	—	—
Strathcona, Alta.	—	—	—	1	1	6
Terrebonne, P.Q.	1	1	6	—	—	—
Tracadie, N.-B.	1	1	5	—	—	—
Twin Butte, Alta.	—	—	—	-1	-1	-5
Unity, Sask.	4	4	20	—	—	—
Val d'Or, P.Q.	-2	-4	-16	—	—	—
Valleyfield, P.Q.	17	20	93	—	—	—

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 5—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LES PROPRIÉTAIRES, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localité	Partie I—Article 31A Propriétaires			Partie III—Article 31A Habitation rurale		
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
<i>Autres localités</i>						
Varenes, P.Q.	2	2	12	—	—	—
Venice, P.Q.	1	1	5	—	—	—
Vermillion, Alta.	3	3	15	—	—	—
Vermillion Twp., Alta.	1	1	5	—	—	—
Viking, Alta.	1	1	4	—	—	—
Ville-Marie, P.Q.	6	6	36	—	—	—
Vilna, Alta.	1	1	5	—	—	—
Wainwright, Alta.	4	4	20	—	—	—
Waterloo, P.Q.	2	2	11	—	—	—
Watrous, Sask.	2	2	11	—	—	—
West Lorne, Ont.	1	1	6	—	—	—
Whitehorse, Yukon	1	1	3	—	—	—
Williams Lake, C.-B.	1	1	6	—	—	—
Willingdon, Alta.	1	1	5	—	—	—
Woodlands, P.Q.	1	1	5	—	—	—
Total	380	394	1,912	3	3	14
Grand Total	434	476	2,370	3	3	14

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 6—PRÊTS DIRECTS NETS APPROUVÉS POUR LA
LOCATION, PAR LOCALITÉ, 1950

Localité	Article 31A						Article 9 Compagnies à dividende limité			Article 9A Industries primaires		
	Location			Assurance- Loyer			No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)
	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)	No de prêts	Unités	Mont. (\$000)						
<i>Régions métropolitaines</i>												
Halifax	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hamilton	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London	—	—	—	2	64	362	—	—	408	—	—	—
Montréal	—	—	—	159	3,159	15,819	—	—	—	—	—	—
Ottawa	—	—	—	15	622	3,507	—	—	—	—	—	—
Québec	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saint John	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. John's	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Toronto	—	—	—	1	48	328	—	—	—	—	—	—
Vancouver	—	—	—	1	32	164	1	12	25	—	—	—
Victoria	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Windsor	—	—	—	1	96	693	—	—	—	—	—	—
Winnipeg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	179	4,021	20,873	1	12	433	—	—	—
<i>Autres grandes villes ⁶</i>												
Brantford	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calgary	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Edmonton	—	—	—	—	—6	—26	—	—	—	—	—	—
Fort William	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kingston	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Kitchener	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Regina	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Catharines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Saskatoon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sherbrooke	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sudbury	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Trois-Rivières	—	—	—	1	14	70	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	1	8	44	—	—	—	—	—	—
<i>Autres localités</i>												
Bathurst, N.-B.	1	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Digby, N.-E.	—	—	—	1	10	43	—	—	—	—	—	—
Donnelly, Alta.	1	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Granby, P.Q.	—	—	—	1	12	48	—	—	—	—	—	—
Lakefield, Ont.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	8	56
Melfort, Sask.	1	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Owen Sound, Ont.	—	—	—	—	—	—	1	40	180	—	—	—
Trafalgar Twp., Ont.	—	—	—	1	40	253	1	10	64	—	—	—
Yarmouth, N.-É.	—	—	—	—	—	—	1	32	110	—	—	—
Total	3	3	14	3	62	344	3	82	354	1	8	56
Grand Total	3	3	14	183	4,091	21,261	4	94	787	1	8	56

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 7
PRÊTS NETS APPROUVÉS, PAR GENRE DE MAISON, 1950

Genre de maison	Nombre d'unités	Montant (\$000)
Unifamiliale—1 étage.....	16,666	115,214
Unifamiliale—1½ étages.....	10,761	80,761
Unifamiliale—2 étages.....	3,156	26,619
Total.....	30,583	222,593
Jumelée.....	1,438	11,103
Duplex.....	1,644	8,568
Triplex.....	247	1,092
Duplex double.....	2,957	16,924
Maison de rangée.....	80	558
Maison d'appartements.....	5,808	28,495
Autres.....	-1	-110
Total.....	12,173	66,630
Grand Total.....	42,756	289,223

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 8
PRÊTS NETS APPROUVÉS, SUIVANT LE MONTANT DU PRÊT, 1950

	Pour les propriétaires L.N.H. 1944 Partie I et Article 31A Nombre d'unités	Pour la location L.N.H. 1944 Partie II et Article 31A Nombre d'unités	Pour habitation rurale L.N.H. 1944 Article 31A Nombre d'unités	Nombre total d'unités
Moins de \$3,000	26	82	—	108
\$3,000—\$3,499	65	208	1	274
\$3,500—\$3,999	61	240	—	301
\$4,000—\$4,499	390	799	—	1,189
\$4,500—\$4,999	512	2,170	1	2,683
\$5,000—\$5,499	2,498	1,725	1	4,224
\$5,500—\$5,999	3,516	463	—	3,979
\$6,000—\$6,499	4,585	712	—	5,297
\$6,500—\$6,999	4,252	403	—	4,655
\$7,000—\$7,499	5,849	166	—	6,015
\$7,500—\$7,999	4,150	1	—	4,151
\$8,000—\$8,499	3,178	—4	—	3,174
\$8,500—\$8,999	2,848	6	—	2,854
\$9,000 et plus	3,856	—4	—	3,852
Total	35,786	6,967	3	42,756

TABLEAU No 9
ENTREPRISES NETTES APPROUVÉES, ASSURANCE-LOYER, PAR PROVINCE, 1950

Province	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités	Coût estimatif total (\$000)	Aire moyenne de parquet (pi. car.)	Nombre de pièces régulières (moyenne)	Loyer annuel maximum (\$000)
Terre-Neuve.....	—	—	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	1	10	50	820	4.0	6
Nouveau-Brunswick.....	—	—	—	—	—	—
Québec.....	18	1,659	11,656	967	4.5	1,243
Ontario.....	26	1,942	15,100	884	3.8	1,758
Manitoba.....	1	6	74	1,018	4.2	5
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—
Alberta.....	1	539	3,882	843	3.6	493
Colombie-Britannique.....	7	155	1,048	824	3.6	139
CANADA.....	54	4,311	31,810	909	4.0	3,644

**TABEAU No 10.—CONSTRUCTION PARACHEVÉE ET DÉPENSES RÉELLES, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE
DOMAINE DE L'HABITATION, DU 1er AVRIL 1941 AU 31 DÉCEMBRE 1950**

Année	Entre-prises	Construction parachevée		Dépenses réelles				Total (\$000)
		Unités d'habitation (Nombre)	Autres édifices (Nombre)	Habitation (\$000)	Autres bâtiments (\$000)	Développement et autre aménagement des terrains (\$000)		
1941 (1er avril—31 décembre)	13	1,666	4	7,863	463	2,364	10,690	
1942	29	7,635	74	21,721	2,794	5,914	30,429	
1943	20	6,326	113	16,938	7,712	5,497	30,147	
1944	3	1,591	51	4,858	2,585	1,927	9,370	
1945	23	1,556	5	9,561	225	969	10,755	
1946	63	6,997	9	34,314	47	2,179	36,540	
1947	88	5,421	9	26,701	21	1,893	28,615	
1948	87	6,934	8	49,180	39	4,165	53,384	
1949	78	7,804	4	38,635	160	5,233	44,028	
1950 (1)	42	3,841	3	12,945	168	4,347	17,460	
Total	452	49,771	280	222,716	14,214	34,488	271,418	

(1)—Les dépenses en 1950, comprennent \$1,148,000, affectés à l'habitation et au développement de terrains, et recouvrables des municipalités. Un autre montant de \$2,113,000 fut dépensé pour les améliorations permanentes dans les entreprises des années précédentes.

TABLEAU No 11
 APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE DANS LE
 DOMAINE DE L'HABITATION, PAR PROVINCE, 1950

Province	Appropriations			Dépenses durant l'année			Progrès de la construction, activité directe				
	(1) Non dé- pensées le 31 déc. 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000) (2)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décem- bre 1949	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décem- bre 1950
Terre-Neuve.....	119	-17	17	102	-	-2	102	50	-	50	-
Ile du Prince-Edouard.....	3	689	-9	-7	-	291	-5	66	-	66	-
Nouvelle-Ecosse.....	-105	114	26	267	-	236	558	166	-	166	-
Nouveau-Brunswick.....	1,390	-500	993	275	-	201	3,411	754	420	1,073	420
Québec.....	5,909	1,623	1,998	3,210	-	855	4,040	1,055	93	1,073	75
Ontario.....	8,650	-654	6,233	3,059	126	205	1,585	582	-	582	-
Manitoba.....	3,377	-419	1,138	1,380	-	180	1,211	288	89	284	93
Saskatchewan.....	2,455	-349	825	1,031	-	234	1,493	346	130	367	109
Alberta.....	3,035	365	1,193	1,256	3	995	3,406	424	291	499	216
Colombie-Britannique.....	7,295		4,254	2,372	39						
CANADA.....	32,128	852	16,668	12,945	168	3,199	16,312	3,731	1,023	3,841	913

(1)—Révisé afin d'exclure les soldes non dépensés pour la construction parachevée avant 1949.

(2)—En plus des dépenses susmentionnées, les \$1,148,000 qui furent dépensés en 1950, pour les services et l'amélioration des terrains, sont re-
 couvrables des municipalités. Un montant supplémentaire de \$2,113,000 fut dépensé également en 1950 pour les améliorations permanentes
 dans les entreprises des années précédentes.

TABLEAU No 12.—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1950

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe					
	Non dépenses le 31 déc. 1949 (\$000)	Approuvées au cours de 1950 (\$000)	Non dépenses le 31 déc. 1950 (\$000)	Habitations (\$000)	Autres bâtiments (\$000)	Développement terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités commencées	Nombre d'unités parachevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950	
<i>Régions métropolitaines</i>												
Halifax.....	-96	649	29	267	—	257	524	66	—	66	—	
Hamilton.....	143	-71	40	4	—	28	32	—	—	—	—	
London.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Montréal.....	5,036	-360	1,961	2,574	—	141	2,715	540	420	540	420	
Ottawa.....	333	2,082	2,209	58	119	29	206	23	420	23	—	
Québec.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Saint John.....	739	243	521	261	—	200	461	166	—	166	—	
St. John's.....	120	—	18	102	—	—	102	50	—	50	—	
Toronto.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vancouver.....	6,768	228	4,104	2,029	39	824	2,892	312	291	387	216	
Victoria.....	412	-29	-13	310	—	86	396	100	—	100	—	
Windsor.....	1,070	-590	210	193	7	70	270	128	—	128	—	
Winnipeg.....	3,161	-604	985	1,379	—	193	1,572	582	—	582	—	
Total.....	17,686	1,548	10,064	7,177	165	1,828	9,170	1,967	711	2,042	636	
<i>Autres grandes villes</i>												
Brantford.....	302	-92	48	148	—	14	162	48	—	48	—	
Calgary.....	590	—	498	46	3	43	92	78	—	78	—	
Edmonton.....	1,622	-225	340	929	—	128	1,057	147	130	168	109	
Fort William.....	297	-55	73	135	—	34	169	100	—	100	—	
Kingston.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Kitchener.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Regina.....	1,362	-287	201	765	—	109	874	163	89	159	93	
St. Catharines.....	342	—	341	209	—	1	1	100	—	100	—	
Saskatoon.....	652	—	416	209	—	27	236	—	—	—	—	
Sherbrooke.....	—	—	2	-3	—	—	-3	—	—	—	—	
Sudbury.....	-1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trois-Rivières.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total.....	5,166	-659	1,919	2,229	3	356	2,588	636	219	653	202	

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction,				
	Non dé- pensées le 31 déc. 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construc- tion le 31 décembre 1950
<i>Autres localités:</i>											
Ajax, Ont.	749	933	958	528	—	196	724	201	—	201	—
Amherst, N.-E.	9	—	3	2	—	4	6	—	—	—	—
Arnprior, Ont.	13	-11	1	1	—	—	1	—	—	—	—
Aylmer, P.-Q.	128	-81	4	1	—	42	43	—	—	—	—
Barrie, Ont.	205	-30	40	130	—	5	135	50	50	50	—
Belleville, Ont.	373	-63	38	241	—	31	272	100	—	100	—
Bracebridge, Ont.	17	-15	1	1	—	—	1	—	—	—	—
Brandon, Man.	193	-35	150	—	—	8	8	—	—	—	—
Brockville, Ont.	60	-42	22	1	—	-5	-4	—	—	—	—
Campbellton, N.-B.	-1	-10	-11	—	—	—	—	—	—	—	—
Charlottetown, I.-P.-E.	3	-18	-9	-7	—	1	-6	—	—	—	—
Chesley, Ont.	9	-7	1	1	—	—	1	—	—	—	—
Chicoutimi, P.-Q.	237	10	9	224	—	14	238	56	—	56	—
Cobourg, Ont.	37	-23	2	3	—	9	12	—	—	—	—
Cochrane, Ont.	9	—	7	—	—	2	2	—	—	—	—
Collingwood, Ont.	153	-98	31	14	—	10	24	12	—	12	—
Courtenay, C.-B.	34	-24	2	—	—	8	8	—	—	—	—
Cowansville, P.-Q.	4	—	2	—	—	2	2	—	—	—	—
Cranbrook, C.-B.	40	-16	14	1	—	9	10	12	—	12	75
Deep River, Ont.	—	808	424	352	—	32	384	—	75	—	—
Dryden, Ont.	5	-4	-4	—	—	5	5	—	—	—	—
Englehart, Ont.	22	—	19	—	—	3	3	—	—	—	—
Essex, Ont.	31	-21	8	1	—	1	2	—	—	—	—
Farnham, P.-Q.	42	—	7	28	—	7	35	30	—	30	—
Fergus, Ont.	37	-30	4	3	—	—	3	—	—	—	—

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	Non dé- pensées le 31 déc. 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- mençées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
<i>Autres localités:</i>											
Fort Erie, Ont.	1	4	4	1	—	—	1	—	—	—	—
Fort Frances, Ont.	98	-10	38	47	—	3	50	25	—	25	—
Frédéricton, N.-B.	388	-120	219	13	—	36	49	—	—	—	—
Galt, Ont.	284	-30	132	100	—	22	122	50	—	50	—
Gravenhurst, Ont.	—	—	-1	—	—	1	1	—	—	—	—
Guelph, Ont.	403	-72	130	174	—	27	201	32	18	50	—
Hespeler, Ont.	18	-15	—	1	—	2	3	—	—	—	—
Kamloops, C.-B.	45	-19	10	5	—	11	16	—	—	—	—
Kamsack, Sask.	58	-14	18	23	—	3	26	25	—	25	—
Kelowna, C.-B.	—	—	-1	—	—	1	1	—	—	—	—
Kenora, Ont.	76	—	71	—	—	5	5	—	—	—	—
Kimberley, C.-B.	-38	—	-41	—	—	3	3	—	—	—	—
Lake Cowichan, C.-B.	-213	—	-218	4	—	1	2	—	—	—	—
Larder Lake, Ont.	53	—	51	—	—	2	4	—	—	—	—
Leduc, Alta.	23	-13	6	1	—	3	4	46	—	46	—
Lethbridge, Alta.	262	-25	163	59	—	15	74	—	—	—	—
Lindsay, Ont.	220	—	219	—	—	1	1	—	—	—	—
Lloydminster, Sask.	26	-23	6	-10	—	7	-3	—	—	—	—
McGarry, Ont.	362	—	359	—	—	3	3	—	—	—	—
Meaford, Ont.	29	-15	9	3	—	2	5	—	—	—	—
Medicine Hat, Alta.	200	-48	117	10	—	25	35	—	—	—	—
Midland, Ont.	63	—	58	—	—	5	5	—	—	—	—
Moncton, N.-B.	265	—	264	1	—	—	1	—	—	—	—
Moose Jaw, Sask.	58	—	43	10	—	5	15	—	—	—	—

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	Non dé- pensées le 31 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
<i>Autres localités:</i>											
Napanee, Ont.	22	-15	6	1		-9	1				
New Glasgow, N.-E.	10		-1	2		2	11				
New Liskeard, Ont.	61		59			2	2				
Newmarket, Ont.	28	-22	3	2		1	3				
Niagara Falls, Ont.	46	-28	9	-3		12	9				
Niagara-on-the-Lake, Ont.	13	-13	2			-2	-2				
North Battleford, Sask.	100	-24	75	-1		2	1				
Orillia, Ont.	30	-21		5		4	9				
Owen Sound, Ont.	18	-13		1		4	5				
Pembroke, Ont.	28	-13	-1	3		13	16				
Penticton, C.-B.	-44	56	1	2		9	11				
Perth, Ont.			-1			1	1				
Peterborough, Ont.	849	-196	146	449		58	507	119		119	
Ponoka, Alta.	108	-15	12	76		5	81	25		25	
Port Alberni, C.-B.	8	32	22			18	18				
Port Arthur, Ont.	377	-66	117	159		35	194	75		75	
Port Hope, Ont.	17	-10	2	1		4	5				
Prince Albert, Sask.	46	-7	17	17		5	22				
Prince George, C.-B.	-79	104	10			15	15				
Red Deer, Alta.	231	-22	59	137		13	150	50		50	
Renfrew, Ont.	25	-22	1	2			2				
Rouyn, P.Q.	147	-17	8	122			122	40		40	
St. Thomas, Ont.	64	-37	12	4		11	15				
Sarnia, Ont.	284	-118	109	19		38	57				
Sault Ste-Marie, Ont.	181	-13	1	149		18	167	21		21	

TABLEAU No 12—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION, ACTIVITÉ DIRECTE
DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction,				
	Non dé- pensées le 31 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- men- cées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
<i>Autres localités:</i>											
Selkirk, Man.....	24	-15	5	1	—	3	4	—	—	—	—
Sioux Lookout, Ont.....	24	—	14	—	—	10	10	—	—	—	—
Stamford, Ont.....	59	-12	6	30	—	11	41	20	—	20	—
Stellarton, N.-E.....	-10	—	-14	2	—	2	4	—	—	—	—
Sterling, Ont.....	38	—	23	—	—	15	15	—	—	—	—
Stratford, Ont.....	137	—	62	56	—	19	75	51	—	51	—
Swift Current, Sask.....	54	-30	15	-1	—	10	9	—	—	—	—
Thorold, Ont.....	65	-45	11	5	—	4	9	—	—	—	—
Trail, C.-B.....	123	-94	4	24	—	1	25	—	—	—	—
Trenton, Ont.....	280	40	293	-12	—	39	27	—	—	—	—
Val d'Or, P.Q.....	357	-52	11	292	—	2	294	88	—	88	—
Vernon, C.-B.....	25	127	141	—	—	11	11	—	—	—	—
Waterloo, Ont.....	172	-158	3	3	—	8	11	—	—	—	—
Welland, Ont.....	67	—	65	—	—	2	2	—	—	—	—
Wetaskiwin, Alta.....	—	—	-1	—	—	1	1	—	—	—	—
Weyburn, Sask.....	17	8	14	5	—	6	11	—	—	—	—
Wingham, Ont.....	43	-59	-41	1	—	24	25	—	—	—	—
Woodstock, Ont.....	60	-48	7	6	—	-1	5	—	—	—	—
Yorkton, Sask.....	81	-42	20	13	—	6	19	—	—	—	—
Total.....	9,276	-37	4,685	3,539	168	1,015	4,554	1,128	93	1,146	75
CANADA.....	32,128	852	16,668	12,945	168	3,199	16,312	3,731	1,023	3,841	913

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 13
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR PROVINCE, 1950

Province	Nombre d'unités en vente 1946-1950	Nombre d'unités vendues 1946-1949	Unités vendues en 1950	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
Terre-Neuve	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard	—	—	—	—
Nouvelle-Ecosse	1,933	899	930	1,589
Nouveau-Brunswick	933	442	119	523
Québec	3,994	1,690	953	4,757
Ontario	14,010	2,641	3,174	11,806
Manitoba	425	50	44	180
Saskatchewan	2,405	279	488	2,306
Alberta	2,200	298	470	2,158
Colombie-Britannique	3,988	2,207	691	2,811
CANADA	29,888	8,506	6,869	26,129

TABLEAU No 14
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ, 1950

Région	Nombre d'unités en vente 1946-1950	Nombre d'unités vendues 1946-1949	Unités vendues en 1950	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Régions métropolitaines</i>				
Halifax	1,423	512	893	1,454
Hamilton	1,202	14	460	1,615
London	417	—	51	302
Montréal	1,803	515	573	3,238
Ottawa	425	82	60	248
Québec	442	80	129	638
Saint John	306	150	39	219
St. John's	—	—	—	—
Toronto	175	—	165	254
Vancouver	1,383	844	227	802
Victoria	778	336	150	650
Windsor	2,220	118	570	1,848
Winnipeg	175	28	10	36
Total	10,749	2,679	3,327	11,304
<i>Autres grandes villes</i>				
Brantford	698	144	90	403
Calgary	854	9	202	996
Edmonton	931	274	195	850
Fort William	451	286	58	220
Kingston	413	289	30	155
Kitchener	214	—	54	311
Regina	700	19	184	958
St-Catharines	304	—	126	406
Saskatoon	850	129	160	752
Sherbrooke	135	—	68	281
Sudbury	—	—	—	—
Trois-Rivières	57	3	14	112
Total	5,607	1,153	1,181	5,444

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 14
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ,
1950—(suite)

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1950	Nombre d'unités vendues 1946-1949	Unités vendues en 1950	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autres localités:</i>				
Acton	50	—	10	42
Almaville	10	9	1	4
Amherst	150	90	29	63
Arnprior	25	—	4	19
Arvida	358	358	—	—
Beauharnois	100	60	14	46
Bow Island	15	15	—	—
Brampton	75	—	27	114
Brandon	150	—	25	108
Bridgewater	3	3	—	—
Brockville	52	8	21	133
Brownsburg	56	53	1	3
Campbellford	30	5	1	5
Cap-de-la-Madeleine	100	71	9	28
Charlottetown	2	2	—	—
Chatham	145	1	40	263
Chicoutimi	100	26	42	136
Clinton	50	—	10	41
Cobourg	20	—	7	29
Cochrane	50	—	5	21
Collingwood	220	15	46	140
Cornwall	127	40	44	173
Cowansville	30	—	8	45
Dieppe	200	200	—	—
Dundas	93	—	69	208
Elmira	50	—	2	8
Englehart	25	—	6	24
Exeter	50	—	17	68
Farnham	1	—	—	—
Fort Erie	242	143	27	73
Fort Francis	25	—	—	—
Fredericton	215	—	35	170
Galt	150	39	22	95
Gravenhurst	50	—	6	25
Guelph	186	—	25	152
Hespeler	20	—	1	4
Ingersoll	35	—	8	33
Jonquière	124	31	18	58
Kamloops	165	89	28	126
Kelowna	150	69	29	123
Kimberley	172	—	88	392
Kirkland Lake	100	—	20	79
Lake Cowichan	100	—	45	187
Lakeview	75	—	75	246
La Tuque	75	48	6	19
Leamington	100	—	13	56
Lethbridge	200	—	37	158
Lindsay	125	—	26	105
Liverpool	50	38	6	16
Medicine Hat	150	—	29	124
Melville	75	—	13	51

TABLEAU No 14
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ,
1950—(suite)

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1950	Nombre d'unités vendues 1946-1949	Unités vendues en 1950	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autres localités:</i>				
Merritton.....	92	—	34	97
Midland.....	100	20	11	39
Moose Jaw.....	350	108	46	186
Nelson.....	50	—	17	77
New Glasgow.....	138	47	19	50
New Liskeard.....	31	—	8	31
Niagara Falls.....	397	105	55	193
Nobel.....	97	97	3	4
North Battleford.....	100	—	15	65
North Bay.....	75	—	43	176
Oakville.....	50	—	12	53
Orillia.....	96	72	9	28
Oshawa.....	122	11	35	125
Owen Sound.....	163	—	34	179
Palmerston.....	30	—	1	4
Paris.....	50	—	3	12
Parry Sound.....	75	30	22	64
Penticton.....	100	89	3	13
Perth.....	50	—	5	21
Peterborough.....	659	486	82	427
Pictou.....	299	299	—	—
Port Arthur.....	200	78	51	206
Port Elgin.....	3	—	—	—
Port Hope.....	122	—	25	103
Preston.....	100	—	19	76
Prince Albert.....	150	—	32	136
Prince George.....	100	—	33	152
Prince Rupert.....	523	523	—	—
Renfrew.....	125	45	23	88
Revelstoke.....	40	—	6	27
Rock Island.....	50	6	44	66
Rossland.....	125	—	47	211
Ste-Thérèse.....	100	33	17	55
St-Georges de Beauce.....	21	—	—	—
St-Joseph de Sorel.....	150	129	4	12
St-Louis de Courville.....	10	—	—	—
St-Mary's.....	35	—	1	4
St-Paul l'Ermite.....	37	37	—	—
St-Thomas.....	65	—	12	81
Salisbury.....	3	—	3	19
Sault Ste-Marie.....	400	109	48	177
Sarnia.....	510	180	68	373
Sea Island.....	302	257	18	50
Shediac.....	4	—	—	—
Sioux Lookout.....	35	—	—	—
Smith's Falls.....	150	—	22	90
Sorel.....	200	200	—	—
Stellarton.....	5	—	5	30
Stratford.....	108	—	28	188
Sutherland.....	30	—	12	50
Tilbury.....	98	—	12	51

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 14
LOGEMENTS À LOYER EN VENTE ET VENDUS, PAR LOCALITÉ,
1950—(suite)

Localité	Nombre d'unités en vente 1946-1950	Nombre d'unités vendues 1946-1949	Unités vendues en 1950	
			Nombre	Prix d'achat (\$000)
<i>Autre localités:</i>				
Timmins	200	—	95	411
Transcona	100	22	9	36
Trenton	196	—	7	31
Valleyfield	10	10	—	—
Walkerton	25	—	2	8
Wallaceburg	50	25	6	17
Waterloo, P.Q.	25	21	5	16
Welland	780	186	200	524
Wetaskiwin	50	—	7	30
Weyburn	25	—	8	31
Woodstock, N.-B.	50	—	13	52
Woodstock, Ont.	35	13	2	7
Yarmouth	15	—	7	39
Yorkton	125	23	18	77
Total	13,532	4,674	2,361	9,381
CANADA	29,888	8,506	6,869	26,129

TABEAU N^o 15
LOGEMENTS À LOYER ADMINISTRÉS PAR LA SOCIÉTÉ⁽¹⁾, LE 31 DÉCEMBRE 1950

Provinces	Unités unifamiliales		Unités collectives		Unités transformées		Toutes les entreprises		
	Total	Occupées par les ex-militaires	Total	Occupées par les ex-militaires	Total	Occupées par les ex-militaires	Total	Occupées par les ex-militaires	Vacantes
Terre-Neuve.....	50	—	—	—	—	—	50	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	29	—	—	—	—	—	29	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	791	588	17	15	—	—	808	603	10
Nouveau-Brunswick.....	1,379	1,362	205	200	2	—	1,584	1,562	9
Québec.....	3,791	3,162	536	521	—	93	4,537	3,776	83
Ontario.....	17,628	14,076	532	526	5	210	18,379	14,752	82
Manitoba.....	3,746	3,746	—	—	—	8	3,754	3,751	—
Saskatchewan.....	2,626	2,622	—	—	—	—	2,626	2,622	—
Alberta.....	2,563	2,503	106	106	—	—	2,669	2,609	31
Colombie-Britannique.....	3,551	3,302	371	363	1	237	4,220	3,902	51
CANADA.....	36,154	31,440	1,767	1,731	8	485	38,656	33,656	266

(1)—Y compris les logements acquis en vertu de contrats avec les constructeurs et détenus pour la vente.

TABLEAU No 16—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR PROVINCE, 1950

Province	Terre-Neuve	Ile du Prince-Edouard	Nouvelle-Ecosse	Nouveau Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	CANADA
Revenus bruts (\$000)											
Loyer.....	18.6	12.9	407.2	661.3	1,803.7	7,405.0	1,207.6	963.0	1,059.8	1,777.9	15,317.0
"Staff Houses" et Cafétérias.....	8.4	—	—	—	549.7	—	—	—	—	—	558.1
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	254.3	—	—	—	—	—	254.3
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	245.6	—	—	—	—	—	245.6
Total.....	27.0	12.9	407.2	661.3	1,803.7	8,454.6	1,207.6	963.0	1,059.8	1,777.9	16,375.0
Moins redressements des revenus rapportés en 1949 (non alloués).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.5
Grand Total.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,366.5
Dépenses (\$000)											
Entretien des propriétés:											
(a) Salaires et matériaux.....	.1	.2	53.5	93.2	333.9	951.4	82.9	90.5	88.0	262.4	1,956.1
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	36.3	70.6	99.6	1.8	.1	12.0	87.8	308.2
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	.3	11.7	20.0	91.8	22.8	5.9	1.0	5.3	158.8
(d) Divers.....	—	—	2.0	1.5	52.7	52.7	2.9	2.8	1.1	37.6	153.3
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et cafétérias.....	8.9	—	—	—	—	559.4	—	—	—	—	568.3
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	383.5	—	—	—	—	383.5
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	(1)395.4	—	—	—	—	395.4(1)
Services municipaux.....	1.2	2.1	40.1	87.5	256.2	957.3	153.5	98.8	126.8	158.5	1,882.0
Provision pour pertes par l'incendie.....	.1	.1	2.5	3.3	8.2	40.2	7.2	5.6	5.6	9.1	81.9
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	.9	1.0	11.5	11.9	.6	1.2	1.7	11.7	40.5
Total.....	10.3	2.4	99.3	234.5	753.1	3,543.2	271.7	204.9	236.2	572.4	5,928.0
Plus: Dépenses non allouées de 1950.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17.8
Plus: Redressements des revenus rapportés en 1949 (non alloués).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9.7
Grand Total.....	16.7	10.5	307.9	426.8	1,050.6	5,010.4	935.9	758.1	823.6	1,205.5	10,546.0
Moins: Redressements nets.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36.0
Revenu net (\$000).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,510.0
Nombre d'unités d'habitation (2).....	50	29	805	1,583	4,494	18,379	3,754	2,626	2,669	4,220	38,607

(1)—Avant d'avoir prévu les \$99,000.00 que doit contribuer la Commission d'Energie atomique pour les pertes subies dans l'exploitation de Deep River.

(2)—A l'exclusion des unités acquises en vertu de contrats avec les constructeurs et détenues pour la vente.

TABLEAU No 17.—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950

Régions métropolitaines	Hali-fax (1)	Hamilton (2)	London (3)	Mont-réal (4)	Ottawa (5)	Québec (6)	Saint-John (7)	St. John's (8)	To-ronto (9)	Vancouver (10)	Victoria (11)	Windsor (12)	Winnipeg (13)	Total
Revenus bruts (\$000)														
Loyer.....	287.5	575.1	338.0	1,294.2	662.3	205.4	367.9	18.6	509.2	1,018.2	313.8	1,259.1	1,084.9	7,934.2
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	341.7	—	—	169.6	—	—	8.4	17.2	—	—	—	—	536.9
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	287.5	916.8	338.0	1,294.2	831.9	205.4	367.9	27.0	526.4	1,018.2	313.8	1,259.1	1,084.9	8,471.1
Dépenses (\$000)														
Entretien des propriétés:														
(a) Salaires et matériaux.....	30.5	39.2	50.8	226.9	142.8	60.7	72.7	.1	102.5	182.1	46.2	120.0	73.6	1,148.1
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	4.7	7.1	52.8	59.6	16.8	36.3	—	15.0	57.9	17.4	1.1	1.8	270.5
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	11.1	.7	13.7	10.2	2.8	10.4	—	—	2.2	.7	12.6	22.3	86.7
(d) Divers.....	1.0	5.5	2.1	19.4	13.7	29.3	.6	—	8.5	26.7	8.6	3.9	2.9	122.2
Coût d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	349.3	—	—	178.1	—	—	8.9	14.3	—	—	—	—	550.6
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	24.5	26.6	55.6	182.2	76.9	30.5	50.4	1.2	91.3	103.8	23.9	220.9	141.0	1,028.8
Services municipaux.....	1.8	4.0	1.4	5.7	3.1	.8	1.7	.1	2.7	4.9	1.7	6.7	6.4	41.0
Provision pour pertes par l'incendie recouvrables.....	.1	.1	.7	6.4	1.2	2.1	.8	—	.4	8.8	1.6	2.2	.5	24.9
Total.....	57.9	440.5	118.4	507.1	485.6	143.0	172.9	10.3	234.7	386.4	100.1	367.4	248.5	3,272.8
Revenu net (\$000).....	229.6	476.3	219.6	787.1	346.3	62.4	195.0	16.7	291.7	631.8	213.7	891.7	836.4	5,198.3
Nombre d'unités d'habitation.....	495	1,526	687	2,859	1,381	418	801	50	1,135	2,459	702	3,139	3,404	19,054

(1)—Y compris Liverpool et Yarmouth.
 (2)—Y compris Dundas et Oakville.
 (3)—Y compris Ingersoll, Lucan, St-Thomas et Woodstock.
 (4)—Y compris Brownsburg, Ste-Thérèse et Pointe aux Trembles.
 (5)—Y compris Aylmer, P.Q. et Cornwall.
 (6)—Y compris Selkirk et Transcona.
 (7)—Y compris St-Georges de Beauce.
 (8)—Y compris Woodstock.
 (9)—Y compris Brampton, Malton et Newmarket.
 (10)—Y compris Sea Island.
 (11)—Y compris Lake Cowichan, Courtenay et Cumberland.
 (12)—Y compris Windsor et Transcona.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres grandes villes	Brantford (1)	Calgary (2)	Edmonton (3)	Fort William (3)	Kingston (4)	Kitchener (5)	Regina (6)	St. Catharines (6)	Saskatoon (7)	Sherbrooke (8)	Sudbury	Trois-Rivières (9)	Total
Revenus bruts (\$000)													
Loyer.....	264.2	387.7	429.9	200.8	139.5	292.4	311.9	357.2	234.3	94.7	—	49.1	2,761.7
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	264.2	387.7	429.9	200.8	139.5	292.4	311.9	357.2	234.3	94.7	—	49.1	2,761.7
Dépenses (\$000)													
Entretien des propriétés:													
(a) Salaires et matériaux.....	27.3	20.9	47.5	21.8	28.2	29.3	33.8	30.0	20.3	8.1	—	11.9	279.1
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	6.9	—	12.0	—	4.0	—	—	—	.1	.6	—	.1	23.7
(c) Dépenses extraordinaires.....	1.4	1.0	—	7.3	3.1	11.6	.8	.7	4.6	1.5	—	2.0	34.0
(d) Divers.....	6.8	.3	.8	.5	5.3	1.0	1.3	.8	.8	.3	—	.1	18.0
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	18.0	49.4	49.3	27.5	24.2	33.8	28.3	23.1	26.2	13.3	—	9.7	302.8
Services municipaux.....	1.5	2.1	2.1	1.1	.5	1.4	1.8	2.3	1.5	.5	—	.2	15.0
Provision pour pertes par l'incendie.....	.2	.5	1.2	1.0	.4	.4	—	.4	.3	.5	—	.2	5.1
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	62.1	74.2	112.9	59.2	65.7	77.5	66.0	57.3	53.8	24.8	—	24.2	677.7
Revenu net (\$000).....	202.1	313.5	317.0	141.6	73.8	214.9	245.9	299.9	180.5	69.9	—	24.9	2,084.0
Nombre d'unités d'habitation.....	691	940	1,045	509	237	659	851	1,009	674	188	—	93	6,896

(1)—Y compris Paris.
 (2)—Y compris Lectuc et Wetaskiwin.
 (3)—Y compris Port Arthur.
 (4)—Y compris Brockville et Napanee.
 (5)—Y compris Elmira, Galt, Preston et Waterloo.
 (6)—Y compris Merriton, Niagara-on-the-Lake et Thorold.
 (7)—Y compris Sutherland.
 (8)—Y compris Cowansville, Farnham, Rock Island et Waterloo.
 (9)—Y compris Cap de la Madeleine, La Tuque et St-Joseph de Sorel.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres localités	Ajax (1)	Am- herst	Bran- don	Camp- bell- ton	Char- lotte- town	Chicou- timi (2)	Colling- wood (3)	Deep River	De Sala- berry (4)	Dry- den (5)	Fernie
<i>Revenus bruts (\$000)</i>											
Loyer.....	335.8	29.0	86.7	42.8	12.9	53.8	160.9	—	77.7	31.9	18.0
"Staff Houses" et Cafétérias.....	21.2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	254.3	—	—	—	—	—	—	245.6	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	611.3	29.0	86.7	42.8	12.9	53.8	160.9	245.6	77.7	31.9	18.0
<i>Dépenses (\$000)</i>											
Entretien des propriétés:											
(a) Salaires et matériaux.....	49.7	6.5	7.5	3.4	.2	16.4	29.6	—	9.9	4.3	3.9
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	.7	—	—	—	—	.3	.1	—	—	—	2.4
(c) Dépenses extraordinaires.....	.5	.3	—	—	—	—	12.0	—	—	3.1	—
(d) Divers.....	.6	.3	—	.1	—	3.6	.3	—	—	—	—
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	17.7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	383.5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	395.4(6)	—	—	—
Services municipaux.....	82.9	2.6	11.3	7.2	2.1	6.8	19.1	8.9	—	4.0	—
Provision pour pertes par l'incendie.....	1.9	.2	.5	.2	.1	.3	.9	.5	—	.1	—
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	.1	.1	—	—	—	1.5	.4	.8	—	—	—
Total.....	537.6	10.0	19.3	10.9	2.4	28.9	62.4	395.4	20.1	11.5	6.4
Revenu net (\$000).....	73.7	19.0	67.4	31.9	10.5	24.9	98.5	50.8	57.6	20.4	11.6
Nombre d'unités d'habitation.....	1,017	66	225	97	29	163	401	452	241	85	44

(1)—Y compris Oshawa et Uxbridge.
 (2)—Y compris Jonquière.
 (3)—Y compris Chesley, Meaford et Owen Sound.
 (4)—Y compris Beauharnois.
 (5)—Y compris Sioux Lookout.
 (6)—Avant d'avoir prévu les \$99,000.00 que doit contribuer la Commission d'Énergie atomique pour les pertes subies dans l'exploitation de Deep River.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres localités	Fort Frances	Fredericton	Geraldton	Guelph (1)	Keelowna	Kenora	Kimberley (2)	Kirkland Lake (3)	Leamington (4)	Lethbridge
Revenus bruts (\$000)										
Loyer.....	15.2	154.9	34.6	185.1	20.1	12.9	56.9	151.7	147.2	118.0
"Staff Houses" et Cafétérias	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	15.2	154.9	34.6	185.1	20.1	12.9	56.9	151.7	147.2	118.0
Dépenses (\$000)										
Entretien des propriétés:	1.9	13.0	2.3	18.8	5.8	.7	.8	46.2	12.9	4.0
(a) Salaires et matériaux.....	—	—	—	—	—	—	.3	.1	—	—
(b) Eclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	2.0	.3	2.4	.1	—	.2	.3	—
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	.3	—	.5	.5	—	—	1.0	.1	—
(d) Divers.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	2.0	20.6	—	20.3	2.2	.7	1.7	6.6	20.9	12.9
Services municipaux.....	.1	.8	.2	1.0	.2	.1	.4	.9	.7	.7
Provision pour pertes par l'incendie.....	—	.2	—	.6	—	.1	—	.7	.6	—
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	4.0	34.9	4.5	41.5	11.1	1.7	3.2	55.7	35.5	17.6
Revenu net (\$000).....	11.2	120.0	30.1	143.6	9.0	11.2	53.7	96.0	111.7	100.4
Nombre d'unités d'habitation.....	50	380	100	494	53	44	114	359	322	313

(1)—Y compris Acton, Fergus, Georgetown et Hespeler. (2)—Y compris Cochrane, Englehart, Kearns, Larder Lake et Timmins.
 (3)—Y compris Cranbrook. (4)—Y compris Chatham, Essex, Tilbury et Wheatley.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres localités	Lloyd-minster	Medicine Hat (1)	Melville	Monton (2)	Moose Jaw	Nainaimo	New Glasgow (3)	Niagara Falls (4)	North Battleford	North Bay (5)	Orillia (6)
Revenus bruts (\$000)											
Loyer.....	22.6	91.7	21.0	95.7	106.9	12.9	90.7	160.7	48.2	30.5	94.9
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	22.6	91.7	21.0	95.7	106.9	12.9	90.7	160.7	48.2	30.5	94.9
Dépenses (\$000)											
Entretien des propriétés:											
(a) Salaires et matériaux.....	.4	15.3	3.6	4.1	13.7	3.8	16.5	20.6	6.4	11.3	2.8
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	—	—	—	1.3	—	3.8	—	—	—	—	—
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	—	.5	.7	1.8	.7	7.3	.1	—	1.3
(d) Divers.....	—	—	—	—	—	—	—	.3	—	—	—
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	3.8	9.8	2.0	9.3	7.5	.5	13.0	15.3	3.7	.8	9.7
Services municipaux.....	.1	.5	.1	.6	.6	.1	.5	.9	.3	.2	.6
Provision pour pertes par l'incendie.....	.1	—	.1	—	—	—	.7	.2	—	.1	.1
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	4.4	25.6	5.8	15.8	22.5	10.0	31.4	44.6	10.5	12.4	14.5
Revenu net (\$000).....	18.2	66.1	15.2	79.9	84.4	2.9	59.3	116.1	37.7	18.1	80.4
Nombre d'unités d'habitation.....	50	246	62	303	296	22	244	436	135	55	282

(1)—Y compris Redcliff.
 (2)—Y compris Fort Elgin.
 (3)—Y compris Stellarton et Trenton.

(4)—Y compris Fort Erie.
 (5)—Y compris New Liskeard.
 (6)—Y compris Barrie, Bracebridge, Gravenhurst, Midland et Penetanguishene.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres localités	Parry Sound (1)	Penticton	Peterborough (2)	Portage La Prairie	Port Alberni	Prince Albert	Prince George	Red Deer (3)	Renfrew (4)	Sarnia (5)
<i>Revenus bruts (\$000)</i>										
Loyer.....	27.4	45.8	366.9	36.0	52.2	82.4	28.6	32.5	76.9	202.5
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	27.4	45.8	366.9	36.0	52.2	82.4	28.6	32.5	76.9	202.5
<i>Dépenses (\$000)</i>										
Entretien des propriétés:										
(a) Salaires et matériaux.....	1.9	3.9	27.5	1.8	2.8	6.9	2.9	.3	7.9	34.2
(b) Éclairage, chauffage, électricité et eau.....	.2	—	.4	.5	—	.4	—	—	.6	—
(c) Dépenses extraordinaires.....	—	—	.3	—	—	—	—	—	—	.5
(d) Divers.....	.3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coût d'exploitation de Deep River.....	1.9	2.0	49.0	1.2	.1	7.5	2.7	5.4	7.9	29.7
Services municipaux.....	.2	.2	1.9	.3	.3	.5	.2	.2	.4	1.0
Provision pour pertes par l'incendie.....	—	—	.7	.1	.5	.7	.3	—	.2	.1
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total.....	4.5	6.1	79.8	3.9	3.7	16.0	6.1	5.9	17.0	65.5
Revenu net (\$000).....	22.9	39.7	287.1	32.1	48.5	66.4	22.5	26.6	59.9	137.0
Nombre d'unités d'habitation.....	89	107	878	125	150	218	67	125	192	465

(1)—Y compris Nobel.
 (2)—Y compris Cobourg, Lindsay et Port Hope.
 (3)—Y compris Ponoka.
 (4)—Y compris Arnprior et Pembroke.
 (5)—Y compris Wallaceburg.

TABLEAU No 17—REVENUS ET DÉPENSES D'EXPLOITATION DES ENTREPRISES DE LOGEMENTS À LOYER, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Autres localités	Sault Ste Marie	Smith's Falls (1)	Stratford (2)	Swift Current (3)	Trail (4)	Trenton, Ontario (5)	Val d'Or (6)	Ver non (6)	Welland	Weyburn (7)	Yorkton (7)	Total	CANADA
<i>Revenus bruts (\$000)</i>													
Loyer.....	131.2	64.4	269.0	32.9	122.1	146.4	28.8	89.3	161.1	28.9	73.9	4,621.1	15,317.0
"Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21.2	558.1
Revenus de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	254.3	254.3
Revenus de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	245.6	245.6
Total.....	131.2	64.4	269.0	32.9	122.1	146.4	28.8	89.3	161.1	28.9	73.9	5,142.2	16,375.0
Moins redressements des revenus rapportés en 1949 (non alloués)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8.5
Total.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,366.5
<i>Dépenses (\$000)</i>													
Entretien des propriétés:													
(a) Salaires et matériaux.....	11.8	3.0	21.1	.1	3.8	18.9	—	6.4	32.1	2.9	2.4	528.9	1,956.1
(b) Eclairage, chauffages, électricité et eau.....	.1	.5	2.9	—	6.0	1.2	—	—	—	—	—	14.0	308.2
(c) Dépenses extraordinaires.....	.4	—	—	—	—	—	—	—	.3	—	—	38.1	158.8
(d) Divers.....	.4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13.1	153.3
Coûts d'exploitation des "Staff Houses" et Cafétérias.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17.7	568.3
Coût d'exploitation de Ajax.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	383.5	383.5
Coût d'exploitation de Deep River.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	395.4(8)	395.4(8)
Services municipaux.....	9.0	5.3	34.4	5.5	10.9	12.1	4.8	10.7	27.8	4.3	10.0	550.4	1,882.0
Provision pour pertes par l'incendie.....	.8	.4	1.4	.1	.6	.8	.2	.4	1.0	.2	.4	25.9	81.9
Provision pour les loyers non-recouvrables.....	—	—	—	—	.4	.5	—	.1	.5	—	—	10.5	40.5
Total.....	22.5	9.2	59.8	5.7	21.7	33.5	5.0	17.6	61.7	7.4	12.8	1,977.5	5,928.0
Plus: Dépenses non allouées de 1950.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17.8
Plus: Redressements des revenus rapportés en 1949 (non alloués)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9.7
Total.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,955.5
Revenu net avant redressement (\$000)	108.7	55.2	209.2	27.2	100.4	112.9	23.8	71.7	99.4	21.5	61.1	3,263.7(7)	10,546.0(7)
Moins: Redressements nets.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	36.0
Revenu net (\$000).....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,510.0
Nombre d'unités d'habitation.....	367	198	675	75	286	441	128	216	410	67	198	12,657	38,607

(1)—Y compris Carleton Place et Perth.
 (2)—Y compris Clinton, Exeter, Goderich, Listowel, Palmerston, St-Mary's, Walkerton et Wingham.
 (3)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (4)—Y compris Kamsack.
 (5)—Y compris Nelson et Rossland.
 (6)—Y compris Belleville, Campbellford et Strating.
 (7)—Y compris Rouyn.
 (8)—Y compris Rouyn.
 (9)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (10)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (11)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (12)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (13)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (14)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (15)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (16)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (17)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (18)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (19)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (20)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (21)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (22)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (23)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (24)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (25)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (26)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (27)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (28)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (29)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (30)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (31)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (32)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (33)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (34)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (35)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (36)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (37)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (38)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (39)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (40)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (41)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (42)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (43)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (44)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (45)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (46)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (47)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (48)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (49)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (50)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (51)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (52)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (53)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (54)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (55)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (56)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (57)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (58)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (59)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (60)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (61)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (62)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (63)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (64)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (65)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (66)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (67)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (68)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (69)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (70)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (71)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (72)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (73)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (74)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (75)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (76)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (77)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (78)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (79)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (80)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (81)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (82)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (83)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (84)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (85)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (86)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (87)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (88)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (89)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (90)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (91)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (92)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (93)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (94)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (95)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (96)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (97)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (98)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (99)—Y compris Revelstoke et Kamloops.
 (100)—Y compris Revelstoke et Kamloops.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT

TABLEAU No 18
DÉPENSES POUR LES RECHERCHES SUR LE LOGEMENT
ET L'AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS, 1946-1950

Genre de dépenses	1946 \$	1947 \$	1948 \$	1949 \$	1950 \$
<i>Société centrale d'Hypothèques et de Logement</i>					
Recherches économiques et connexes	45,656	92,648	99,837	99,649	72,997
Enquêtes sur l'habitation	—	—	—	—	23,428
Recherches architecturales	2,996	65,417	10,877	92,966	19,202
Aménagement des collectivités	17,305	34,182	5,986	2,296	7,244
Services de renseignement	2,923	41,427	30,079	9,738	27,373
Total	68,880	233,674	146,779	204,649	150,244
<i>Octrois aux autres ministères du gouvernement et aux institutions</i>					
Recherches économiques et connexes	39,138	33,330	24,345	7,853	8,699
Enquêtes sur l'habitation	—	—	34,889	32,043	26,535
Recherches architecturales	—	11,222	—	5,800	—
Aménagement des collectivités	52,357	88,201	78,398	50,567	57,742
Services de renseignement	—	—	—	—	—
Total	91,495	132,753	137,632	96,263	92,976
<i>Société centrale d'Hypothèques et de Logement et octrois aux autres ministères du gouvernement</i>					
Recherches économiques et connexes	84,794	125,978	124,182	107,502	81,696
Enquêtes sur l'habitation	—	—	34,889	32,043	49,963
Recherches architecturales	2,996	76,639	10,877	98,766	19,202
Aménagement des collectivités	69,662	122,383	84,384	52,863	64,986
Services de renseignement	2,923	41,427	30,079	9,738	27,373
Grand Total	160,375	366,427	284,411	300,912	243,220

PARTIE II
AUTRE ACTIVITÉ DANS LE DOMAINE
DE L'HABITATION

TABLEAU No 19—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION : LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR PROVINCE, 1950

Province	Appropriations		Dépenses au cours de l'année				Progrès de la construction, activité directe				
	(1) Non dé- pensées le 31 1949 (\$000)	Approu- vées en 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- mencées	Nombre d'unités para- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
Terre-Neuve.....	-65	152	-43	119	—	11	130	22	—	22	—
Île du Prince-Édouard.....	672	1,297	636	1,208	—	125	1,333	150	105	159	96
Nouvelle-Écosse.....	888	7,699	5,475	2,456	—	656	3,112	220	626	220	626
Nouveau-Brunswick.....	453	1,892	1,039	1,024	—	282	1,306	100	183	123	160
Québec.....	1,797	2,798	3,428	1,101	—	66	1,167	100	130	100	130
Ontario.....	11,514	17,305	16,356	10,704	—	1,759	12,463	1,177	1,458	1,184	1,451
Manitoba.....	3,506	3,059	2,903	3,307	—	355	3,662	484	101	289	296
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Alberta.....	3,220	3,426	3,837	2,563	—	246	2,809	249	279	176	352
Colombie-Britannique.....	5,850	5,502	7,205	3,144	—	1,003	4,147	264	554	305	513
Yukon, Territoires du Nord- Ouest et Labrador.....	1,579	3,766	2,850	2,495	—	—	2,495	190	278	191	277
CANADA.....	29,414	46,896	43,686	28,121	—	4,503	32,624	2,956	3,714	2,769	3,901

(1)—Pour donner suite aux appropriations révisées de 1949, pour les transformations de Buckmaster's Field et Kenna's Hill.

TABLEAU No 20—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR LOCALITÉ, 1950

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année				Progrès de la construction			
	Non dé- pensées le 31 déc. 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 déc. 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- mençées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
Albro Lake (Co. Halifax), N.-E.	157	23	18	86	—	76	162	30	—	—
Bagerville, P.Q.	1,157	1,266	2,145	278	—	—	278	—	50	50
Barriefield, Ont.	2,464	2,566	3,261	1,416	—	353	1,769	24	460	414
Belmont Park (Esquimalt), C.-B.	3,088	1,267	2,706	1,117	—	532	1,649	—	356	356
Bouchard, P.Q.	—	33	33	—	—	37	—	—	35	35
Boundary Bay, C.-B.	—	332	140	155	—	—	192	—	—	—
Buckmaster's Field (St. John's), T.-N.	-29	33	-20	24	—	—	24	—	—	—
Calder (Edmonton), Alta.	34	—	6	25	—	3	28	4	—	—
Camp Borden, Ont.	1,674	2,764	2,656	1,588	—	194	1,782	292	190	228
Canadian Service College (Esquimalt), C.-B.	144	—	12	94	—	38	132	20	—	—
Centralia, Ont.	628	2,139	1,401	1,106	—	260	1,366	135	175	226
Chatham, N.-B.	453	1,589	879	893	—	270	1,163	100	75	52
Chilliwack, C.-B.	851	536	544	692	—	151	843	100	90	55
Clinton, Ont.	417	180	231	325	—	41	366	95	—	—
Cornwallis (Co. Annapolis), N.-E.	396	—	73	248	—	75	323	100	24	24
Coverdale, N.-B.	—	228	142	76	—	10	86	—	—	—
Currie Barracks (Calgary), Alta.	2,053	1,598	2,124	1,421	—	106	1,527	102	148	168
Currie Field (Calgary), Alta.	305	—	70	173	—	62	235	50	35	35
Debert, N.-E.	—	142	39	89	—	14	103	—	15	15
Edmonton, Alta.	—	1,338	994	341	—	3	344	—	52	52
Esquimalt, C.-B.	656	143	173	486	—	140	626	109	21	115
Gloucester (Co. Carleton), Ont.	83	—	—	73	—	10	83	12	—	—
Greenwood, N.-E.	349	1,621	597	1,177	—	196	1,373	90	140	140
Kenna's Hill (St. John's), T.-N.	-36	119	-23	95	—	11	106	22	—	—
McGivney, N.-B.	—	75	18	55	—	2	57	—	8	8
Namoo, Alta.	828	2,857	2,708	889	—	88	977	93	44	97

TABLEAU No 20—APPROPRIATIONS, DÉPENSES ET PROGRÈS DE LA CONSTRUCTION: LOGEMENTS POUR LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, PAR LOCALITÉ, 1950—(suite)

Localités	Appropriations		Dépenses durant l'année			Progrès de la construction,				
	Non dé- pensées le 31 1949 (\$000)	Approu- vées au cours de 1950 (\$000)	Non dé- pensées le 31 1950 (\$000)	Habi- tations (\$000)	Autres bâti- ments (\$000)	Dévelop- pement de terrains et autres dépenses (\$000)	Total (\$000)	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1949	Nombre d'unités com- par- chevées	Nombre d'unités en voie de construction le 31 décembre 1950
North Bay, Ont.	—	1,711	1,674	36	—	1	37	—	—	—
Petawawa, Ont.	1,501	1,012	950	1,491	—	72	1,563	250	44	44
Picton, Ont.	1,605	180	396	1,208	—	181	1,389	44	156	32
Rivers, Man.	—	1,532	1,121	1,054	—	82	1,136	99	101	152
Rockliffe (Ottawa), Ont.	1,351	3,470	3,323	1,219	—	279	1,498	160	95	120
St-Hubert, P.Q.	640	840	591	823	—	66	889	100	80	80
Saanich, C.-B.	1,037	—	1,037	—	—	—	—	—	—	—
Sea Island, C.-B.	74	736	421	312	—	77	389	35	52	52
Shearwater, N.-E.	—	420	346	62	—	12	74	—	—	—
Shilo, Man.	2,244	620	1,267	1,465	—	132	1,597	300	—	144
Suffield, Alta.	—	907	377	455	—	75	530	—	76	76
Summerside, I.-P.-E.	672	1,297	635	1,209	—	125	1,334	150	105	96
Trenton, Ont.	1,791	3,283	2,463	2,243	—	368	2,611	165	338	372
Tuft's Cove (Co. Halifax), N.-E.	-13	5,614	4,511	796	—	294	1,090	—	471	471
Valcartier, P.Q.	—	659	659	—	—	—	—	—	—	—
Winnipeg, Man.	536	—	138	331	—	67	398	85	—	—
Yukon, Territoires du Nord- Ouest et Labrador (1)	1,579	3,766	2,850	2,495	—	—	2,495	190	278	191
CANADA	29,414	46,896	43,686	28,121	—	4,503	32,624	2,956	3,714	2,769
										3,901

(1)—Travaux parachevés et règlement final avec le ministère de la Défense nationale en 1950. Des logements pour les militaires mariés furent construits aux endroits isolés suivants dans le Nord: Aklavik, Churchill, Dawson City, Mayo, Fort Nelson, Fort Smith, Lac Brochet, Mile 1202, Norman Wells, Whitehorse, Yellowknife, North West Stating Route et Goose Bay.

TABLEAU No 21
 DEMANDES APPROUVÉES POUR UNE DOUBLE DÉPRÉCIATION DES PROJETS D'HABITATION À LOYER,
 1950

Province	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités d'habitation	Coûts estimatifs				Total (\$000)
			Terrain (\$000)	Construction (\$000)	Equipement et autre (\$000)		
Terre-Neuve.....	—	—	—	—	—	—	—
Ile du Prince-Edouard.....	—	—	—	—	—	—	—
Nouvelle-Ecosse.....	—	—	—	—	—	—	—
Nouveau-Brunswick.....	2	38	7	212	18	237	237
Québec.....	61	1,899	598	11,789	1,126	13,513	13,513
Ontario.....	14	522	141	3,275	383	3,799	3,799
Manitoba.....	1	11	1	58	5	63	63
Saskatchewan.....	—	—	—	—	—	—	—
Alberta.....	—	—	—	—	—	—	—
Colombie-Britannique.....	—	—	—	—	—	—	—
CANADA.....	78	2,470	746	15,334	1,532	17,612	17,612